

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

Collectif Alpha asbl





collectif Alpha asbl

Rue de Rome, 12 - 1060 Bruxelles

Tél. siège social : 02 533 09 26

compte BE05 0682 2474 4175 (BIC : GKCCBEBB)

N° d'entreprise : 423.443.206

Courriel : info@collectif-alpha.be

www.collectif-alpha.be

**Centre de formation de
Saint-Gilles**

Rue de Rome, 12

1060 Bruxelles

02 533 09 26

**Centre de formation de
Forest**

Bld de la 2^{ème} Armée britannique, 27

1190 Bruxelles

02349 82 30

**Centre de formation de
Molenbeek-Saint-Jean**

Rue Piers, 48

1080 Bruxelles

02 411 09 36

**Centre de documentation
en éducation populaire et alphabétisation**

Rue d'Anderlecht, 148

1000 Bruxelles

02 540 23 48

E-mail : cdoc@collectif-alpha.be

Illustration de couverture : Malika; Abdullaya; Nenen; Abdeghani; Amatoulare; Hawa; Khadija (groupe Alpha 1 Molenbeek)

Autres illustrations : Juliette Vandermosten

Table des matières

L’alphabétisation : enjeux d’un droit essentiel.....	4
Notre vision de l’alphabétisation.....	5
Nos actions.....	6
Promouvoir l’alphabétisation.....	6
Centre de documentation du Collectif Alpha.....	6
Publications.....	9
Formation des acteur·trice·s.....	13
Défense des droits des personnes analphabètes.....	13
Alphabétiser.....	19
Public accueilli en formation.....	19
L’Accueil : Accueillir - Soutenir - Guider- Orienter.....	21
Offre de formation.....	23
Pratiques de formations.....	24
Nos ressources.....	34
Ressources humaines.....	34
Des travailleur·euse·s.....	34
Des journées de travail collectif.....	35
Des formations individuelles.....	36
Bien être au travail.....	37
Conseil d’administration et assemblée générale.....	37
Financements.....	38
Perspectives 2026.....	39

L'alphabétisation : enjeux d'un droit essentiel

Le cap est désormais clairement posé : celui d'**une intensification des inégalités et d'un recul des droits sociaux**. L'année 2025 a été marquée par une mobilisation d'ampleur face aux orientations profondément antisociales du gouvernement Arizona. Travailleurs et travailleuses, associations et collectifs, allocataires sociaux, personnes sans papiers, soignant·es et enseignant·es se sont massivement mobilisé·es pour défendre les droits sociaux, les services publics et le secteur non marchand, mis sous pression par des choix politiques privilégiant notamment des dépenses militaires au détriment des besoins fondamentaux de la population.

Le 13 février 2025, des dizaines de milliers de personnes manifestaient à Bruxelles. Le 31 mars 2025, une grève générale paralysait une grande partie du pays. Le 29 avril Bruxelles se rassemblait contre la Casse sociale. Le 22 mai une grande manifestation réclamait du temps pour le non-marchand. Le 14 octobre 2025, plus de 100 000 personnes redescendaient dans la rue. Enfin, les 24, 25 et 26 novembre 2025, une vague de grèves nationales a confirmé l'ampleur du rejet des politiques antisociales contre les chômeur·euse·s, contre les soins de santé, contre les pensions, l'enseignement, tout le monde y passe, excepté les plus riches. 2025 s'est clôturé le 15 décembre place du Luxembourg en soutien au secteur socioculturel et contre la mise à mort de la Médiathèque nouvelle. Quel désastre.

À chacune de ces mobilisations, nous étions présent·es. Parce que les personnes qui participent à nos actions, majoritairement des femmes chômeuses de longue durée, vont être directement touchées. Elles perdent leurs droits, s'enfoncent dans une plus grande pauvreté, n'ont plus les moyens de se former.

Défendre le droit à l'alphabétisation et à l'émancipation c'est aussi défendre les droits sociaux et culturels.

À Bruxelles, au moins 117 000 adultes sont concerné·es par l'analphabétisme [1]. Sans accès à la lecture, à l'écriture et aux compétences numériques de base, il devient presque impossible de comprendre un courrier administratif, de chercher un emploi ou simplement d'exercer ses droits.

Dans une société toujours plus bureaucratique et numérisée, l'alphabétisation est une condition d'accès aux droits et à la participation démocratique. Elle permet aux personnes de comprendre le monde qui les entoure, de prendre la parole, d'agir collectivement et de participer pleinement à la vie sociale et politique.

Alors que **les besoins sont immenses**, les politiques d'austérité fragilisent les associations et le secteur non marchand (Éducation permanente, culture, soin, enseignement...) qui portent ces missions essentielles.

[1] On estime qu'à Bruxelles, au moins 10 % des personnes de plus de 18 ans sont concernées, soit 117000 adultes. Malgré l'absence d'enquête spécifique liée au territoire bruxellois, nous pensons que ce chiffre est largement sous-estimé. En effet, il est avéré, selon l'enquête PIAAC 2024 de l'OCDE, que 18 % des personnes âgées de 16 à 65 ans en Flandre peinent à comprendre un texte suivi.

Notre vision de l'alphabétisation

La plateforme[4] du Collectif Alpha précise que **ses finalités sont politiques** :

Politiques parce que nous estimons, à l'instar de la Déclaration Universelle des Droits humains (Art .26), que savoir **lire et écrire est un droit fondamental** pour tou·te·s et que dans notre société, l'analphabétisme est un obstacle à la démocratie et a une réelle participation à la vie sociale, professionnelle, culturelle et politique.

Politiques parce les objectifs que nous poursuivons par l'alphabétisation ne sont pas seulement d'apprendre à lire et à écrire pour se débrouiller dans la vie quotidienne et atteindre ses différents objectifs personnels, mais aussi d'acquérir des capacités de réflexion et d'analyse pour comprendre et participer à la transformation des rapports sociaux, économiques, politiques et culturels afin d'établir une société plus juste et plus démocratique.

Ses objectifs sont de :

Défendre les droits des personnes analphabètes et plus particulièrement leur droit d'apprendre et leur droit à la formation

Organiser **des actions d'alphabétisation dans une perspective**

d'émancipation soit de sortir , un tant soit peu, de la place assignée par la société pour devenir partie prenante de circuits de participation, de communication et d'expression culturelle et sociale, politique et économique, sans lesquels il n'y a pas de raisons de lire ni d'écrire.

[4] <https://www.collectif-alpha.be/spip.php?article72>

Comme le rappelle Farah Ismaëli, directrice de la FESEFA[2], « le secteur de l'éducation permanente permet aux citoyens de réfléchir, débattre et participer à la vie démocratique. Le financement de ce secteur est primordial car il joue un rôle essentiel dans la liberté associative et la démocratie culturelle. Il est indispensable d'éviter les tensions autour de son financement ». Car nous insistons, à l'instar de ce que Antonio Delfini et Julien Talpin[3] développent dans leur livre, c'est en partie en regardant les libertés dont disposent les associations, que l'on peut diagnostiquer la vitalité d'une démocratie.

Depuis les élections régionales de juin 2024, la formation du gouvernement bruxellois est restée bloquée pendant 600 jours jusqu'en février 2026. En attendant cet accord, le gouvernement sortant a continué de gérer les affaires courantes. Des associations ont dû fermer ou réduire fortement leur masse salariale, certaines administrations nous ont soumis des avenants aux conventions de subventions qui figent nos actions et nos financements et dont les conséquences futures sur la survie de nos structures sont imprévisibles. Nous sommes à la merci des banques qui n'acceptent plus que nous nous endettions n'ayant plus de garantie de remboursement.

L'alphabétisation est un droit fondamental et un levier d'émancipation collective. Le Collectif Alpha n'abandonnera pas la lutte et continuera sans relâche à se mobiliser pour une société où chacun·e a réellement les moyens de comprendre, de participer et d'agir.

[2] Fédération des Employeurs des Secteurs de l'Éducation permanente et de la Formation des Adultes

[3] Delfini, Antonio & Talpin, Julien. L'État contre les associations : anatomie d'un tournant autoritaire. Paris : Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2025, 240 p.

Ces actions s'adressent aux adultes analphabètes ou illettrés : soit des personnes n'ayant jamais été scolarisées dans aucune langue ou n'ayant pas acquis, et ce dans aucune langue, des compétences à l'écrit équivalentes au niveau de la 6ème primaire. Elles doivent être un moyen pour les participant·e·s d'atteindre leurs buts. Par exemple : trouver du travail ; entamer avec fruit d'autres formations ; réussir pour la première fois de sa vie un examen et obtenir un diplôme ; sortir de chez soi, de la solitude ou parfois même de l'emprise familiale ; se positionner positivement face à la société, à son milieu, à sa famille, son conjoint, ses enfants et face à soi-même ; participer à la transformation des rapports sociaux, économiques, politiques et culturels afin d'établir une société plus juste et plus démocratique ;...

Nos actions

Promouvoir l'alphabétisation

Le Centre de documentation
pour l'alphabétisation et
l'éducation populaire



Présentation générale

Créé en 1977, le centre de documentation du Collectif Alpha soutient le développement de l’alphabétisation et de l’éducation populaire. Ouvert à tous les métiers de l’alphabétisation et de la formation d’adultes mais aussi aux étudiant·e·s , aux bénévoles, aux enseignant·e·s ,aux acteur·trice·s associatifs...., il contribue à améliorer les pratiques pédagogiques et à alimenter la réflexion sur les enjeux sociétaux liés à l’analphabetisme.

Ses missions principales sont :

- collecter et diffuser des ressources sur l’alphabétisation ;
- soutenir les pratiques pédagogiques du secteur ;
- produire des analyses et outils pédagogiques ;
- sensibiliser aux enjeux de l’analphabetisme ;
- contribuer à la professionnalisation du secteur.

En 2025, l’équipe est composée de trois personnes : une documentaliste, une graphiste (mi-temps) et une pédagogue chargée de réalisations pédagogiques et de formations. Des formateurs-trices contribuent également aux réalisations, dont deux détaché.e.s au centre de documentation pour une partie de leur temps de travail.

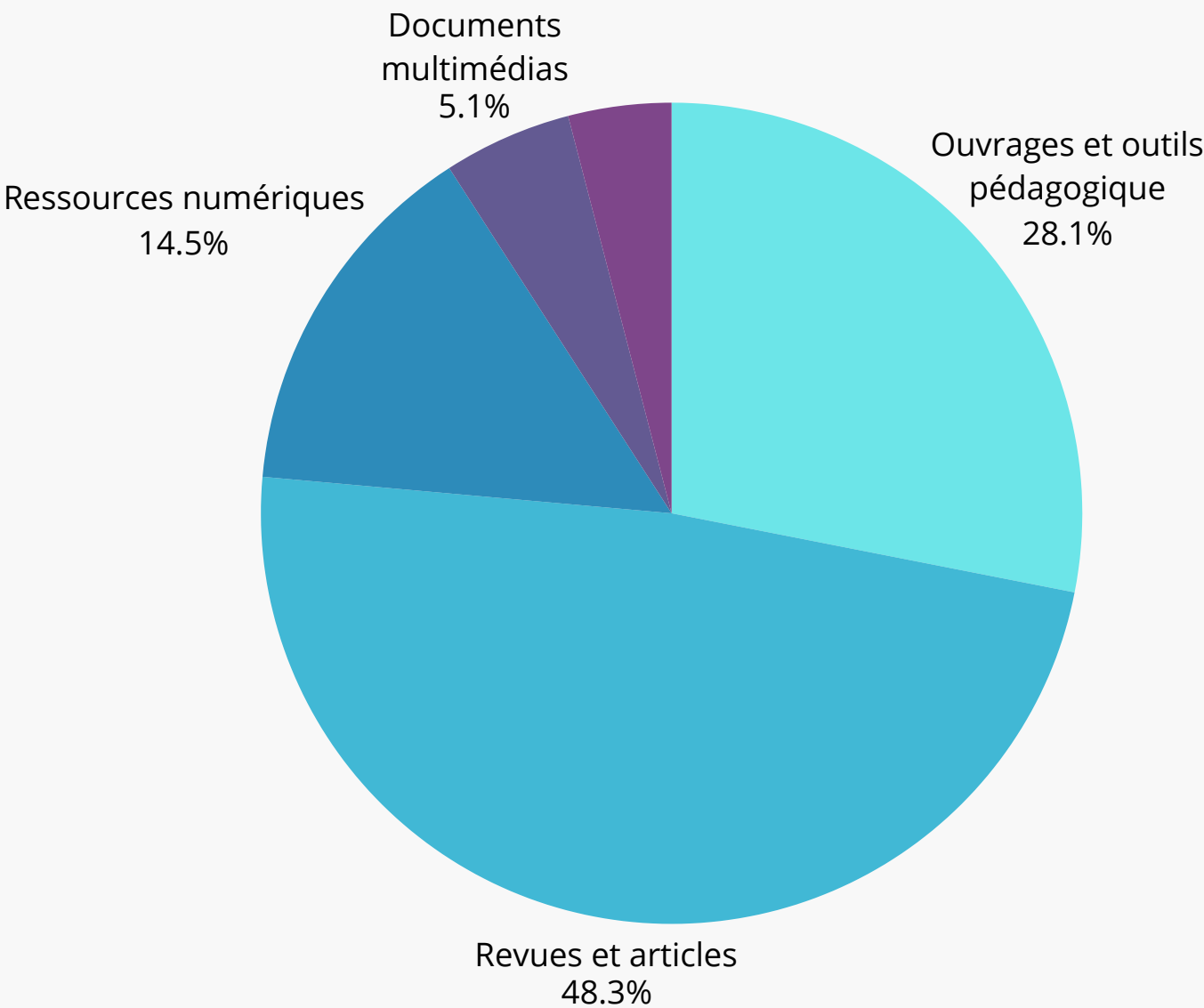
Fonds documentaire

Le centre met à disposition un fonds spécialisé de 13 077 ressources (ouvrages, outils pédagogiques, revues, ressources numériques et multimédias).

Le fonds comprend :

- 8 690 ouvrages et outils pédagogiques
- 2 908 revues et articles
- 871 ressources numériques
- 244 réalisations pédagogiques
- 304 documents multimédias

En 2025, 155 nouvelles ressources ont été acquises.



Diffusion

La diffusion des ressources s'appuie sur :

- Les visites et emprunts matériels
- le catalogue en ligne et le site du Collectif Alpha ;
- une lettre d'information mensuelle et une lettre annuelle
- la participation à des évènements.

Publics et fréquentation

Le centre a enregistré 453 prêts auprès de 219 emprunteur·trice·s.

La fréquentation quotidienne varie entre 2 et 5 lecteur·rices, avec un accompagnement documentaire personnalisé.

En 2025 :

- 1 653 lecteur·rices inscrits depuis la création
- 219 emprunteur·euse·s
- 42 nouvelles inscriptions

Répartition des publics :

- 58 % secteur alphabétisation
- 30 % enseignement
- 22 % autres secteurs associatifs ou sociaux

Origine géographique :

- 80 % Bruxelles
- 20 % hors Bruxelles

Événements professionnels

En 2025, le centre a également participé à plusieurs événements professionnels, dont :

- le Salon des outils de l'intégration à Verviers
- la journée des 20 ans du Comité de pilotage de l'alphabétisation des adultes
- la préparation de la Biennale internationale de l'éducation nouvelle.

Animations/découvertes

Le centre de documentation organise également des animations/découvertes du fonds documentaire destinées aux intervenant·e·s du secteur.

En 2025 :

- 12 animations organisées auprès de 10 partenaires (dont CBAI, Caritas International, Entraide des Marolles, Bouillon de Cultures et plusieurs Hautes Écoles bruxelloises).

Perspectives

Les priorités pour 2026 sont :

- poursuivre le développement du fonds documentaire ;
- renforcer la production d'analyses et d'outils pédagogiques ;
- améliorer la diffusion des ressources ;
- Réaliser une recherche sur les parcours de vie et de formation des apprenant·es.

Publications

Réalisations pédagogiques

La production de ressources pédagogiques constitue un axe central du travail du centre de documentation, dans une perspective d'alphabétisation émancipatrice.

En 2025, le centre a produit :

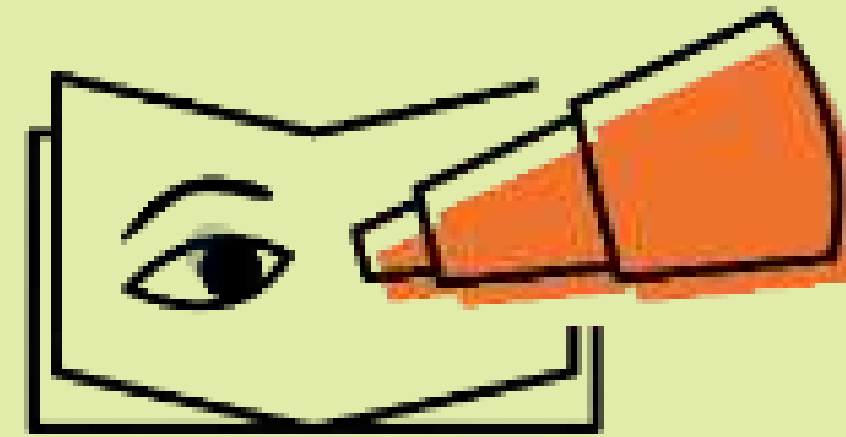
- 9 analyses
- 4 outils pédagogiques

Ces publications sont diffusées dans la collection « 1001 idées pour une alphabétisation émancipatrice » et disponibles gratuitement en ligne.

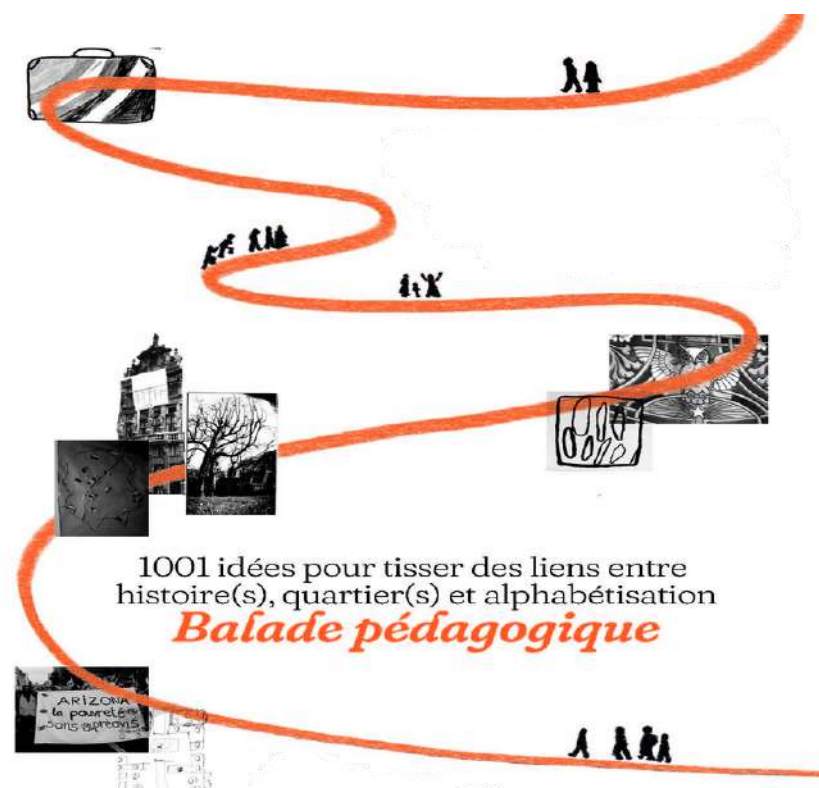
Les analyses et outils font régulièrement l'objet d'**articles dans le Journal de l'alpha** et d'autres revues.

En 2025:

- VERSCHAEREN Bénédicte S'ancrer pour développer sa compréhension du monde (Sylvie-Anne Goffinet). Journal de l'alpha n° 236 1er trim 2025
- MAES Frédéric Un atelier sciences et maths pour mieux comprendre le monde. Journal de l'alpha n° 236 1er trim 2025
- MICHEL Patrick Favoriser l'apprentissage de la lecture en articulant techniques de lecture et plaisir d'entrer dans une pratique culturelle Journal de l'alpha n° 237 2eme trim 2025
- AUDEMAR Aurélie L'oral débutant en alpha populaire Journal de l'alpha n° 238 3eme trim 2025

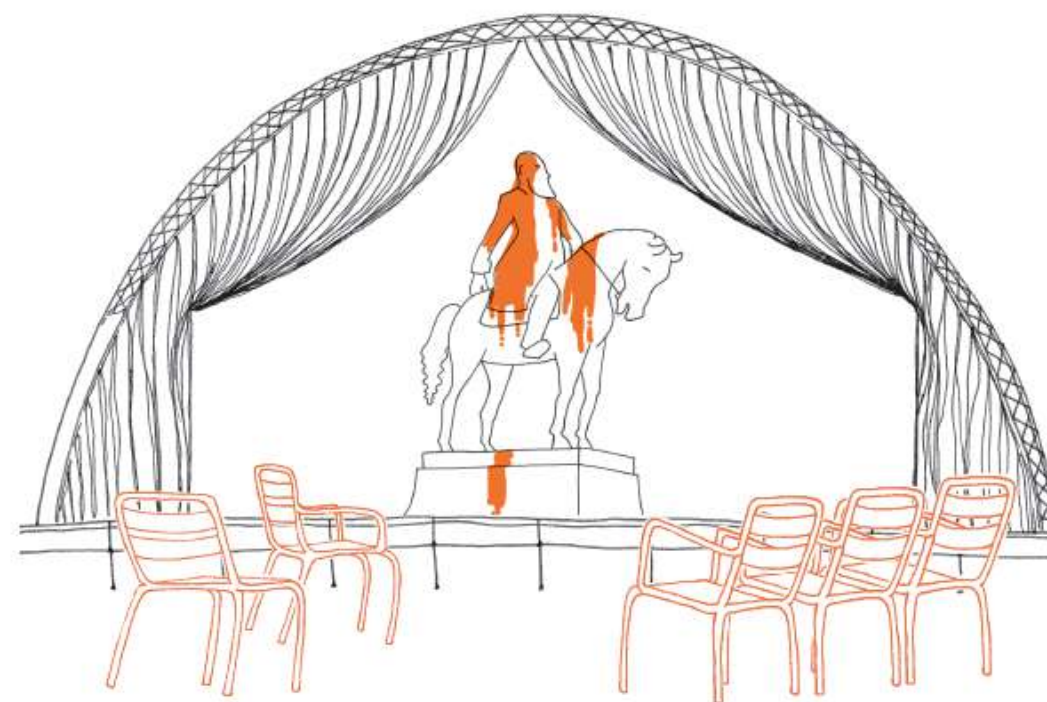


**1001 idées pour
une alphabétisation
émancipatrice**



Cette publication, construite à partir de 40 ans d'animations d' « ateliers histoire » tisse les fils de nos histoires et de l'Histoire, de nos quartiers et du monde, des apprentissages des langages fondamentaux et des savoirs de base visés par l'alphabétisation.

Les animations et démarches proposées ont toutes été vécues dans différents groupes d'alphabétisation, le plus souvent débutants à l'oral et à l'écrit. Elles s'appuient sur des questionnements, projets ou centres d'intérêt et invitent chacun et chacune à prendre la parole, à faire part de son point de vue, de ses savoirs, de son expertise et à se mettre en chemin pour mieux comprendre et agir le monde.



Lire l'histoire coloniale et décoloniale à partir de l'espace public bruxellois

Cette réalisation pédagogique aborde l'histoire coloniale de la Belgique pour aider les apprenant·e·s à mieux comprendre les enjeux actuels. À partir des traces de la colonisation dans l'espace public bruxellois, les participant·e·s sont invité·e·s à observer, questionner et déconstruire les récits dominants. La démarche met en dialogue des histoires plurielles afin de développer une lecture critique des liens entre colonisation, racisme et inégalités. Elle encourage les apprenant·e·s à relier ces questions à leur vécu et à leur histoire.

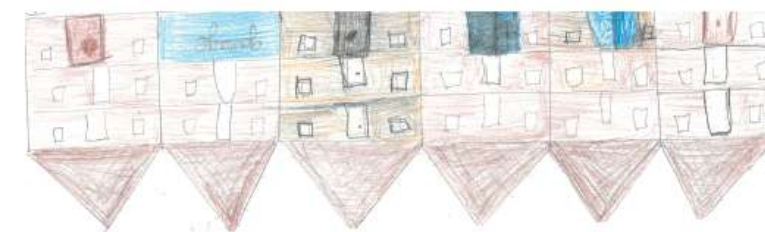


À la rencontre de « Monsieur André »

ou

Comment aborder un roman de *La Traversée* avec un groupe d'adultes faibles lecteurs ?

Lire pour comprendre, se comprendre et agir



Cette démarche pédagogique considère la lecture comme un outil d'émancipation, permettant aux apprenant·e·s de mieux comprendre le monde et de mieux se comprendre. Elle vise à développer des stratégies de lecture centrées sur la construction du sens. Les activités autour du livre *Monsieur André* soutiennent les faibles lecteur·rices dans l'accès à la compréhension et encouragent la confrontation des points de vue. La lecture devient ainsi un espace de dialogue, de prise de parole et d'analyse critique des réalités sociales.

Quartier populaire, mieux comprendre pour mieux revendiquer



Voir et analyser l'espace public à Molenbeek

Ce dossier pédagogique part des questionnements d'apprenant·e·s en alphabétisation sur l'aménagement de leur quartier à Molenbeek. À partir d'une exploration historique et actuelle de l'espace public, les participant·e·s sont invité·e·s à observer, analyser et comprendre les transformations urbaines. La démarche relie histoire sociale, urbanisme et réalités vécues afin de développer une lecture critique des politiques d'aménagement.



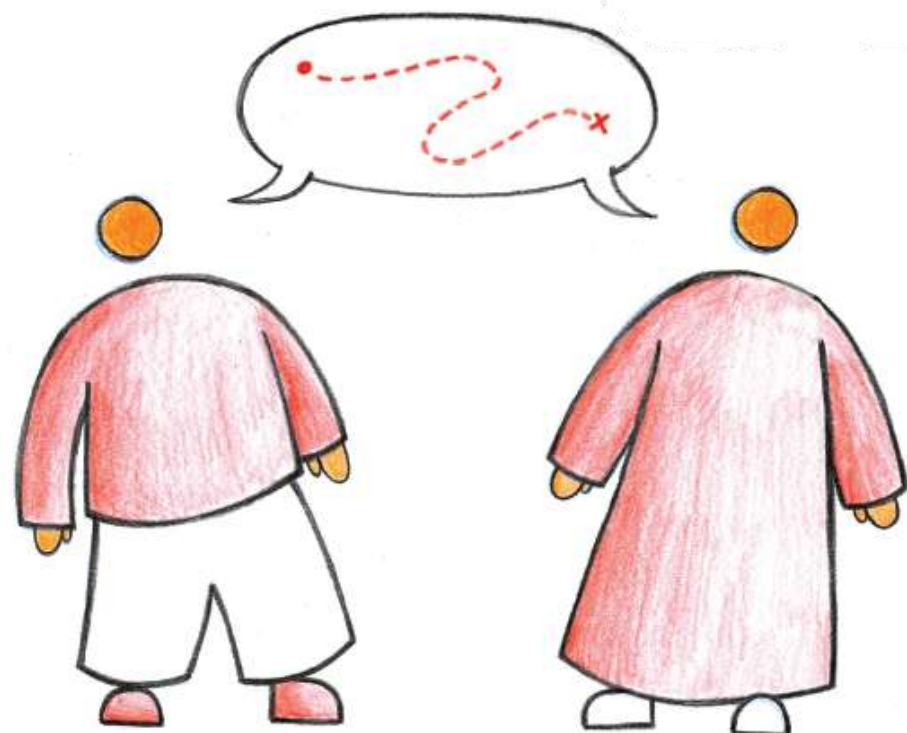
Comprendre l'école pour mieux la transformer

Ce dossier pédagogique part du constat que l'école, malgré ses objectifs d'égalité, contribue souvent à reproduire les inégalités sociales. Il propose un atelier destiné à des parents en alphabétisation afin de déconstruire les discours culpabilisants qui pèsent sur les familles populaires. La démarche vise à développer une prise de conscience des causes structurelles de l'échec scolaire dans une perspective de conscientisation.

L'oral débutant en alpha populaire



Cet article interroge l'apprentissage du français oral avec des groupes débutants dans une perspective d'alphabétisation populaire. Il questionne les notions de francophone et non-francophone en tenant compte des parcours linguistiques, culturels et migratoires des apprenant·e·s. La démarche pédagogique proposée articule oral et écrit afin de soutenir la compréhension, l'expression et le partage d'expériences. Elle reconnaît la diversité des langues et des cultures comme une richesse dans les apprentissages.



Alpha pour non-francophones

En lien avec le contexte des migrations

Cette sélection bibliographique invite à questionner les notions de langue, de culture et de territoire dans l'alphabétisation avec des personnes non francophones. Elle met en évidence la diversité des parcours linguistiques et culturels et les rapports de pouvoir liés aux langues dominantes. Les ressources proposées encouragent des approches pédagogiques ouvertes à l'altérité et à la pluralité des langues présentes dans les groupes.



Cette sélection bibliographique interroge les pratiques d'évaluation en alphabétisation à la croisée de l'éducation populaire et de l'insertion socioprofessionnelle. Elle met en avant l'évaluation formative, qui aide les apprenant·e·s à comprendre leurs progrès et à co-construire leurs critères de réussite. Cette approche valorise les savoirs et expériences de vie, souvent invisibilisés par les normes scolaires ou institutionnelles. Les ressources proposées invitent à questionner les logiques de sélection et d'exclusion liées aux évaluations certificatives et au concept d'employabilité.



Cette sélection bibliographique aborde la question du logement comme enjeu social et politique, à partir des vécus exprimés par des apprenant·e·s. Elle invite à dépasser les expériences individuelles pour comprendre les mécanismes systémiques du mal-logement liés aux inégalités et aux logiques de marché. Les ressources croisent différentes perspectives (histoire sociale, féminisme, citoyenneté) afin de développer une analyse critique du droit au logement. Elles encouragent les apprenant·e·s à mettre en mots leurs expériences et à questionner les injustices.



La militance dans le cadre de l'alpha

Cette sélection bibliographique invite à redonner du sens à la militance comme pratique de transformation sociale face aux injustices. Elle analyse comment les pouvoirs dominants tendent à décrédibiliser les mouvements contestataires et à affaiblir le pouvoir d'agir collectif. Les ouvrages proposés encouragent à comprendre les mécanismes de domination et de résignation afin de mieux y résister.

Formation des acteur·trice·s

Des formateur·trice·s du Collectif alpha animent également des formations de formateur·trice·s, organisées le plus souvent dans le cadre des formations organisées par l' ASBL Lire et Ecrire: Plusieurs formations ont été proposées en 2025:

- Peut-on faire de l'écrit dans un groupe oral ? (18h (2x), 28 participant·es)
- La biographie langagière pour lier et délier les langues (3h, 12 participant·es)
- Tous·tes plurilingues ! (6h, 20 participant·es)
- Approches des publics infra et/ou non scolarisés
- Y a plus de saisons !? Du calendrier comme obstacle culturel à objet d'apprentissage de la langue dans toutes ses dimensions.
- Math et Alpha
- Roue de la grammaire
- Les sciences et l'Alpha
- Une méthode d'apprentissage de la lecture : du sens au signe et du signe au sens

Défense des droits des personnes analphabètes

Bruxelles : « il faut une mobilisation générale pour déjouer le piège de l'austérité » [5]

Le 10 décembre 2025 le Collectif Alpha signait cette carte blanche dans le journal Le soir avec un collectif de signataires.

Si la défense de l'alphabétisation est au cœur de notre action, elle ne peut être dissociée des luttes sociales plus larges qui traversent la société. L'accès aux savoirs, aux droits et à la participation démocratique est directement lié aux conditions sociales, économiques et politiques dans lesquelles vivent les apprenant·es. Défendre l'alphabétisation, c'est donc aussi défendre des politiques publiques qui luttent contre les inégalités et refusent les logiques d'austérité.

Cette prise de position s'inscrit dans une dynamique d'alliance avec les mouvements syndicaux, féministes, antiracistes et écologistes, ainsi qu'avec l'ensemble des forces associatives et citoyennes mobilisées contre les politiques néolibérales et les projets autoritaires.

Le Collectif Alpha soutient les mobilisations antifascistes et s'oppose fermement à toute tentative de mise sur le même plan des mouvements antifascistes et des organisations d'extrême droite. Le recours de plus en plus fréquent à ces fausses symétries est le symptôme de la mise en place grandissante d'une idéologie trompeuse. C'est dans ce contexte également que nous avons choisi de signer cette carte blanche

[5]<https://www.lesoir.be/716054/article/2025-12-10/bruxelles-il-faut-une-mobilisation-generale-pour-dejouer-le-piege-de-lausterite>

20 ans de collaboration autour de l'alphabétisation des adultes

Le 9 décembre 2025, la Fédération Wallonie-Bruxelles a célébré les 20 ans de collaboration autour de l'alphabétisation des adultes. Cette journée a réuni les acteur·trices du secteur en Belgique francophone : associations, partenaires, administrations et représentant·e·s politiques.

À cette occasion, notre collègue Aurélie Audemar est intervenue pour présenter les pratiques d'alphabétisation développées dans le cadre de l'Éducation permanente. Catherine Stercq, ancienne collègue et membre du conseil d'administration du Collectif Alpha, a rappelé **l'histoire de l'alphabétisation en Belgique francophone et son évolution** au sein des instances politique de concertation et de financement. Elle a également souligné **les difficultés croissantes auxquelles sont confronté·es les apprenant·es**, notamment face aux menaces d'exclusion du chômage qui touchera la majorité des personnes en formation d'alphabétisation à l'horizon juillet 2026. Cette situation pose bien entendu des enjeux importants en matière d'accès aux droits fondamentaux, notamment le droit à la formation, au travail, au logement et à la dignité. Elle a souligné la nécessité de poursuivre l'interpellation des pouvoirs publics afin de défendre les droits des personnes concernées.

Carte blanche: Mettre fin au déni institutionnel et soutenir les forces vives associatives non-marchandes !

Au mois d'août 2025, dans un contexte marqué par l'absence prolongée de gouvernement en Région de Bruxelles-Capitale, plusieurs acteur·rices du secteur non marchand dont le Collectif Alpha, ont publié **une carte blanche[6] dénonçant le mépris institutionnel**, dont sont victimes les associations de terrain. Ce vide politique met en évidence la fragilité structurelle du secteur et l'absence de vision face aux réalités sociales vécues par de nombreux·ses habitant·es. Les associations doivent composer avec un sous-financement récurrent, des incertitudes sur les subsides et des dispositifs précaires, qui fragilisent la continuité des actions sociales, culturelles et éducatives.

Dans ce contexte, notre gouvernement semble privilégier une logique essentiellement comptable, évaluant les actions associatives principalement à l'aune de leur coût plutôt que de leur utilité sociale.

Nous appelons à une reconnaissance structurelle du secteur non marchand, ainsi qu'à un **renforcement des politiques sociales et culturelles** nécessaires pour soutenir les populations les plus précarisées et le travail des associations.

Cette carte blanche s'adressait tant aux responsables politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, qu'aux institutions communautaires et au gouvernement Fédéral.

[6]https://www.fdss.be/wp-content/uploads/CARTE-BLANCHE_secteur-non-marchand-FR-NL.pdf?fbclid=IwY2xjawOeLThleHRuA2FlbQlxMABicmlkETewVDNBWU9UWDhRVjZUZEQ1c3J0YwZhchBfaWQQMjlyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHqCCs_dgk3V2NdkKHak4zoc88W8_sjDi0kMet2VCJlil6ws2vDspm7HXd6Q_aem_lbFfmwdLcDR1lXY7RDSuAA

Pour une politique publique ambitieuse en matière d'alphabétisation

Au mois de novembre 2025, Lire et Écrire Bruxelles et le Collectif Alpha ont élaboré conjointement une lettre ouverte appelant à une politique publique ambitieuse en matière d'alphabétisation[7]. Ce texte est également le fruit d'échanges avec plusieurs associations bruxelloises qui accompagnent quotidiennement des adultes en formation en alphabétisation. Il était à destination des responsables politiques bruxellois.

Nous y constatons avec inquiétude que **l'alphabétisation est absente de la Déclaration gouvernementale**, alors même qu'elle concerne **au moins 10 % de la population adulte bruxelloise**. L'alphabétisation constitue pourtant un droit fondamental et une condition d'accès à l'ensemble des autres droits : emploi, formation, santé, logement ou participation citoyenne. Notre plaidoyer souligne l'importance d'investir dans l'alphabétisation pour lutter contre les inégalités sociales, renforcer l'autonomie des personnes et soutenir leur participation à la vie démocratique. Nous y appelons le gouvernement bruxellois à reconnaître l'alphabétisation comme une priorité transversale, à préserver et renforcer les moyens du secteur et à soutenir l'ensemble des dispositifs associatifs qui accompagnent les publics concernés

[7]<https://www.collectif-alphabe/spip.php?article49>

Actions dans l'espace public

À Saint-Gilles, une démarche collective est partie des **préoccupations des apprenant·e·s face aux mesures**

gouvernementales. Un travail d'information, de lecture et d'analyse a permis de mieux comprendre les enjeux sociaux et politiques. Les apprenant·e·s ont ensuite exprimé leurs points de vue à travers la création de slogans et de supports visuels.

Des actions dans l'espace public ont favorisé les échanges avec les habitant·e·s et l'appropriation d'outils techniques.

OUI à la **SOLIDARITE**,
à la justice sociale, à
l'accès aux soins de
santé pour **TOUTES** et
TOUS !

Théâtre-Action

Un travail d'**analyse des politiques publiques** et des réformes gouvernementales a été mené par un groupe, donnant lieu à des prises de position et à une mise en scène sous forme de théâtre-action.

Pétition

Des apprenant·es ont produit une pétition collective adressée aux autorités. Ils ont travaillé sur le terme « accueil », « accueillir », ce que signifiait « accueillir quelqu'un » pour le groupe. Ils ont confronté ces **représentations d'un accueil idéal** avec leurs réalités vécues : fait état des nombreux services et administrations, des listes de papiers nécessaires pour avoir droit à séjourner et peut-être vivre en Belgique. Ils ont ainsi questionné les notions d'(in)égalité d'accès aux déplacements, au séjour, travaillé l'**article 13 de la déclaration des droits humains** « Toute personne a le droit de circuler librement et d'être libre de partir et de revenir dans son pays. », la notion d'injustice et écrit une lettre adressée au Roi, à la Ministre de l'Asile et de la Migration, au Directeur général de l'Office des Etrangers, pour en faire une pétition qu'ils ont partagé lors d'une journée porte ouverte en décembre.





Le Collectif Alpha au Festival « Soif d'idéal » des CEMEA 2025

Dans le cadre du festival Soif d'idéal 2025, organisé par les CEMEA, le Collectif a bénéficié d'une carte blanche le jeudi 20 mars pour organiser la projection du film « **Mohamed El Baroudi**, parole de militant », coédité par le CSF et les Cahiers du Fil Rouge[1]. Ce documentaire retrace le parcours militant de Mohamed El Baroudi et met en lumière son engagement au sein des luttes sociales et associatives, notamment dans le champ de l'alphabétisation. Le film revient sur les combats menés pour l'accès aux droits, la reconnaissance des personnes peu scolarisées et la construction d'espaces collectifs d'émancipation.

Alphabétiser

Public accueilli en formation

71% ont plus de 40 ans

71 % des apprenant·e·s ont plus de 40 ans, dont 37 % dépassent 50 ans. L'âge du public accentue les difficultés d'accès à l'emploi, dans un marché du travail souvent peu inclusif pour les profils seniors.

33% sont demandeurs d'emploi indemnisés (DEI)

La précarité économique est également marquée : 33 % des personnes sont au chômage complet indemnisé, 27 % dépendent du CPAS, et 24 % ne disposent d'aucun revenu propre. Seule une minorité (11%) exerce une activité professionnelle, principalement en cours du soir.

- 80% des apprenant·e·s DEI sont en contrat ISP et 20% en cohésion sociale
- 72% des apprenant·e·s DEI sont au chômage depuis plus de 2 ans. Sur 126 demandeurs d'emploi indemnisés 91 sont au chômage depuis plus de 2 ans.

Dans les dispositifs de cohésion sociale, bien que la proportion de personnes au chômage soit moindre, une part importante reste durablement éloignée de l'emploi.

En 2025, 383 apprenant·e·s ont participé à nos actions

soit un nombre a peu près semblable à 2024. Ils se répartissent comme suit :

Nombre d'apprenants	Forest	Molenbeek	Saint -Gilles	TOTAL
COURS DU JOUR	95	109	76	280
dont avec contrat ISP	(59)	(59)	(76)	(194)
COURS DU SOIR	-	54	49	103
Total	95	163	125	383

99 % n'ont aucun diplôme

53 % n'ont aucun diplôme reconnu

Comme il se doit dans un dispositif d'alphabétisation, le niveau de scolarisation est extrêmement faible : 46 % des apprenant·e·s sont non scolarisé·e·s et 53 % n'ont aucun diplôme. Seule 1 % possède un certificat d'études de base. Cela constitue évidemment un obstacle majeur à l'insertion telle qu'elle nous est imposée dans des parcours de formation courtes et non adaptées à ce public spécifique.

1% belge d'origine

En termes d'origine, 33 % des apprenant·e·s sont de nationalité belge (dont 1% belge d'origine), tandis qu'une part importante est issue de l'immigration, notamment du Maroc (24 %) et de Guinée (13 %). Ces données mettent en évidence une triple, voir quadruple discrimination : liée au genre, à l'âge et au niveau de qualification et à l'origine.

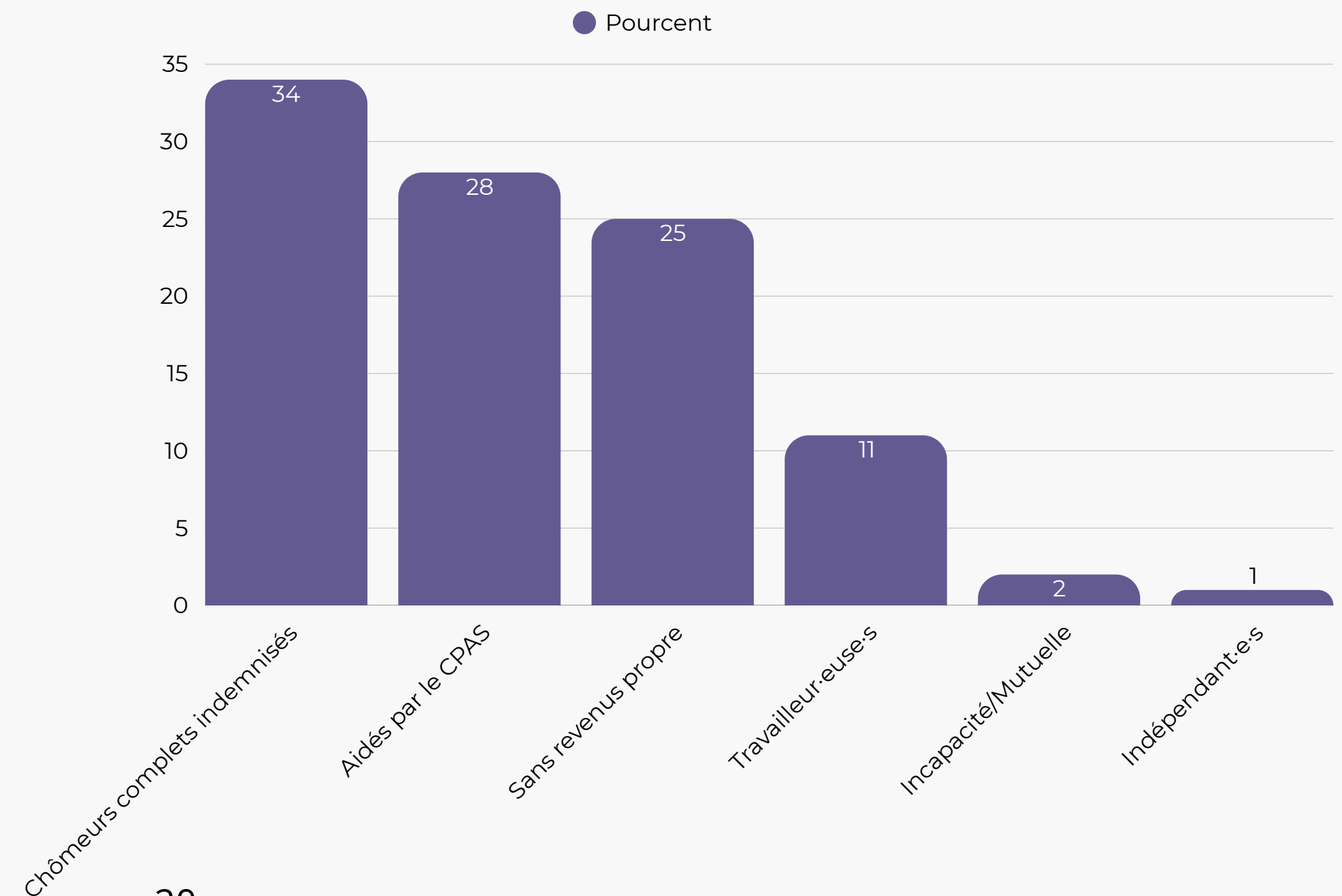
Elles posent également la question de l'absence quasi-totale de participant·e·s d'origine belge à Bruxelles alors que nous savons que ce public existe. Comment atteindre ce public qui n'est pas réorienté vers l'alphabétisation par les institutions publiques ?

74% de femmes

Les politiques actuelles risquent d'aggraver cette situation. Une majorité de ces personnes, déjà fragilisées, vont être exclues des dispositifs de chômage pour être redirigées vers le CPAS, la mutuelle, ou disparaître des radars institutionnels.

Cette évolution soulève une inquiétude majeure : elle ne résout pas la précarité, mais la déplace et l'invisibilise. Elle accentue les inégalités structurelles et pénalise particulièrement les femmes de plus de 40 ans, peu ou pas scolarisées, déjà fortement éloignées de l'emploi. Il est essentiel de reconnaître cette réalité pour éviter que ces publics ne soient davantage marginalisés par des politiques qui, sous couvert d'activation, produisent en réalité de l'exclusion.

Répartition selon la principale source de revenu



L'Accueil : Accueillir - Soutenir - Guider- Orienter

L'accompagnement proposé par les agent·e·s d'accueil repose sur une démarche globale, intégrée et flexible, adaptée aux besoins de chaque apprenant·es. Il débute par une **analyse de la demande** et un **état des lieux** de la situation, permettant d'**informer, orienter et coconstruire un parcours**. Le travail vise ensuite à lever, dans la mesure du possible, les freins périphériques (sociaux, administratifs, de santé) et à **renforcer la confiance et les compétences** des personnes. Il inclut la construction du projet socioprofessionnel ainsi que le développement d'outils pour la recherche d'emploi ou de formation. Enfin, un suivi régulier et post-parcours est assuré afin de soutenir la durabilité des trajectoires d'insertion. L'accueil joue un rôle de **médiation** entre les apprenant·es, l'équipe pédagogique et les institutions (CPAS, Actiris, syndicats) afin de **faciliter l'accès à l'information et aux droits**. Les difficultés rencontrées sont multiples :

- fracture numérique,
- complexité administrative, ou encore
- démarches sociales longues et peu lisibles pour des personnes peu ou pas scolarisées.

Pour illustrer ces difficultés voici le témoignage d'un agent d'accueil et d'orientation :

Je souhaite présenter la situation de M., apprenant au Collectif Alpha, en difficulté linguistique et administrative, dont les droits sociaux n'étaient pas correctement appliqués suite à une incapacité de travail. J'ai dû l'accompagner, sur plusieurs mois, dans des démarches complexes auprès de la mutuelle et du CPAS.

Ce suivi a été rendu particulièrement difficile par la numérisation des services et les changements de situation administrative. Cette situation illustre le rôle central de l'accueil dans l'accès aux droits et le maintien du lien social.

M. est un apprenant arabophone, peu à l'aise en français, inscrit dans un groupe d'oral. Il s'est présenté régulièrement à l'accueil avec des inquiétudes liées à sa situation financière. En analysant sa situation, j'ai constaté qu'il percevait des allocations inférieures à ses droits. J'ai alors entamé un accompagnement approfondi : prise de contact avec la mutuelle, introduction d'une demande de complément auprès du CPAS, suivi des démarches. La situation s'est complexifiée lorsque M. a déménagé et changé de commune, ce qui a nécessité de recommencer certaines procédures. Les échanges avec les institutions se faisaient principalement à distance (mails, plateformes numériques, appels), ce qui a généré des délais importants et une incompréhension accrue pour M. J'ai dû multiplier les relances et parfois me déplacer pour débloquer la situation.

Durant cette période, M. exprimait du découragement, de l'inquiétude et une difficulté à se concentrer sur sa formation. L'accueil est devenu pour lui un espace de repère, où il pouvait poser ses questions, être écouté et soutenu. Cette situation a mobilisé un temps conséquent de mon travail et a mis en tension mes missions d'accompagnement avec les contraintes administratives.

Ce qui m'interpelle particulièrement est le transfert de responsabilités des institutions vers les structures associatives, qui nous contraint à pallier les manques des services publics. La numérisation, censée faciliter les démarches, agit ici comme un facteur d'exclusion supplémentaire pour des personnes déjà fragilisées. La durée et la complexité des démarches, ainsi que leurs impacts sur le parcours de formation de M., mettent en évidence une tension forte entre accès aux droits et accès à la formation.

Cette situation met en lumière l'importance du rôle de l'accueil comme espace de cohésion sociale, d'accès aux droits et de soutien global. Elle montre que l'accompagnement administratif ne peut être dissocié de conditions d'apprentissage et d'insertion. Elle souligne également les limites actuelles de la numérisation des services publics, qui tend à renforcer les inégalités. Enfin, elle me rappelle la nécessité de penser des dispositifs qui garantissent un accès effectif aux droits fondamentaux, afin de permettre aux apprenant·es de s'engager pleinement dans leur parcours de formation et dans la vie sociale.

À Molenbeek, le groupe PULSE, dont l'objectif est de réduire l'écart entre le niveau Alpha 4 et l'entrée en formation (pré-)qualifiante, a nécessité un accompagnement individuel plus soutenu, notamment en matière d'orientation des participant·e·s. La mise en place de partenariats avec d'autres associations engagées dans la sécurisation des parcours de formation a également engendré un travail supplémentaire important en termes de suivi et de coordination. Nous estimons que l'ensemble de ces missions a représenté l'équivalent d'un tiers-temps supplémentaire, non prévu ni pris en compte dans le cadre de l'appel à projets.

En 2025, le travail d'accueil s'est effectué dans un contexte marqué par une précarisation croissante des publics. Les équipes ont été particulièrement sursollicitées pour informer et orienter les apprenant·es face aux changements institutionnels, notamment la réforme des allocations de chômage, qui suscite inquiétudes et incompréhensions qui influence les parcours de formation. Certain·es personnes s'inscrivent dans l'espoir de protéger leurs droits sociaux ou, au contraire, quittent la formation prématurément pour accepter des emplois précaires par peur de se retrouver sans ressources.

(Punch line) [intro] Yeah... Spectre dans l'ombre...

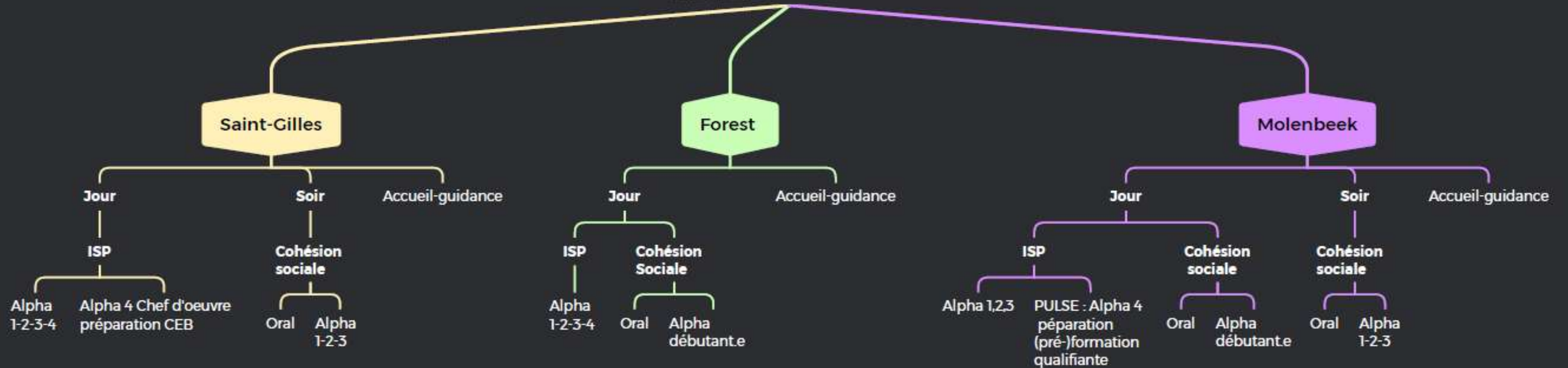
Belgique, écoute ça. [couplet1] Bruxelles, j'gratte des rimes sous la pluie, les fantômes me suivent, j'vois les rats dans la nuit, Charleroi Charbon, tout est noir dans la mine, Namur c'est la brume, j'fais danser les machines. Diamants d'Anvers, j'fais briller ma peine, Ostende voit la mer, mais j'navigue dans la haine, Liège en feu, les ruelles crient ma rage, Chaque ville est une arme, j'pose les balles sur la plage . [Refrain] Belgique, mes pas résonnent dans tes rues, chaque mur a des oreilles, chaque coin m'a vu, pas de rêve en plat pays, juste du sang et des cris.

Spectre dans la pénombre, j'crache l'feu sur la Belgique. [couplet2] Ixelles, Molenbeek, les regards sont glacés, j'rappe sec comme un flingue, quand le chargeur est placé, Spectre parle au béton, mes mots sont des rafales, j'viens hanter tes oreilles comme un tir sans balles. Pas de ciel élevé, mais mes punchs montent en flèches. Trop d'ombre autour, j'fais danser les pièges, Belgique m'inspire, son silence est brutal, Chaque rime est un meurtre, chaque phrase est frontale. [Refrain] Belgique, mes pas résonnent dans tes rues, chaque mur a des oreilles, chaque coin m'a vu. Pas d'rêve en plat pays, juste du sang et des cris,

Spectre dans la pénombre, j'crache l'feu sur la Belgique. [Outro] yeah... La Belgique, noir sur noir.

La Belgique- L'Spectre, AOR-Alpha 4-2025

Offre de formation



3 centres de formation

Le Collectif Alpha dispose de trois centres de formation dans la Région de Bruxelles-Capitale. Ces trois centres dispensent des formations d'alphabétisation, en journée et en soirée, du niveau oral débutant au niveau Alpha 4. Nous avons lancé en 2025 un nouveau groupe (PULSE) à Molenbeek qui prépare l'entrée en (pré-)formation qualifiante.

23 groupes d'apprenant·e·s

Les cours de jours concernent 17 groupes d'apprenant.e.s qui suivent de 18h à 24h de formation par semaine en deux sessions annuelles. Les cours du soir concernent 6 groupes de 4h par semaine.

156.864 heures

Ce qui représente 156.864 heures annuelles de formation organisées.

Pratiques de formations

Les réalisations présentées dans la partie « Promouvoir l’alphabétisation », ainsi que les exemples développés ci-après, illustrent la manière dont nos pratiques de formation s’inscrivent dans une pédagogie de **l’alphabétisation populaire**.

Cette pédagogie repose tout d’abord sur le travail en **groupe**, envisagé comme un espace solidaire d’expression, d’échanges et de réflexion critique, dans lequel chacun·e peut se sentir en sécurité et en confiance. Les activités menées visent à développer l’écoute, la prise de parole, l’autonomie et la confiance en soi.

Elle s’appuie également sur les envies, les besoins et **les réalités vécues par les apprenant·e·s**. Les apprentissages prennent ainsi comme point de départ leurs questionnements, leurs projets, leurs expériences et leurs situations de vie, en articulant les dimensions pratiques du quotidien avec les enjeux d’**accès aux droits et de lutte contre les injustices sociales**.

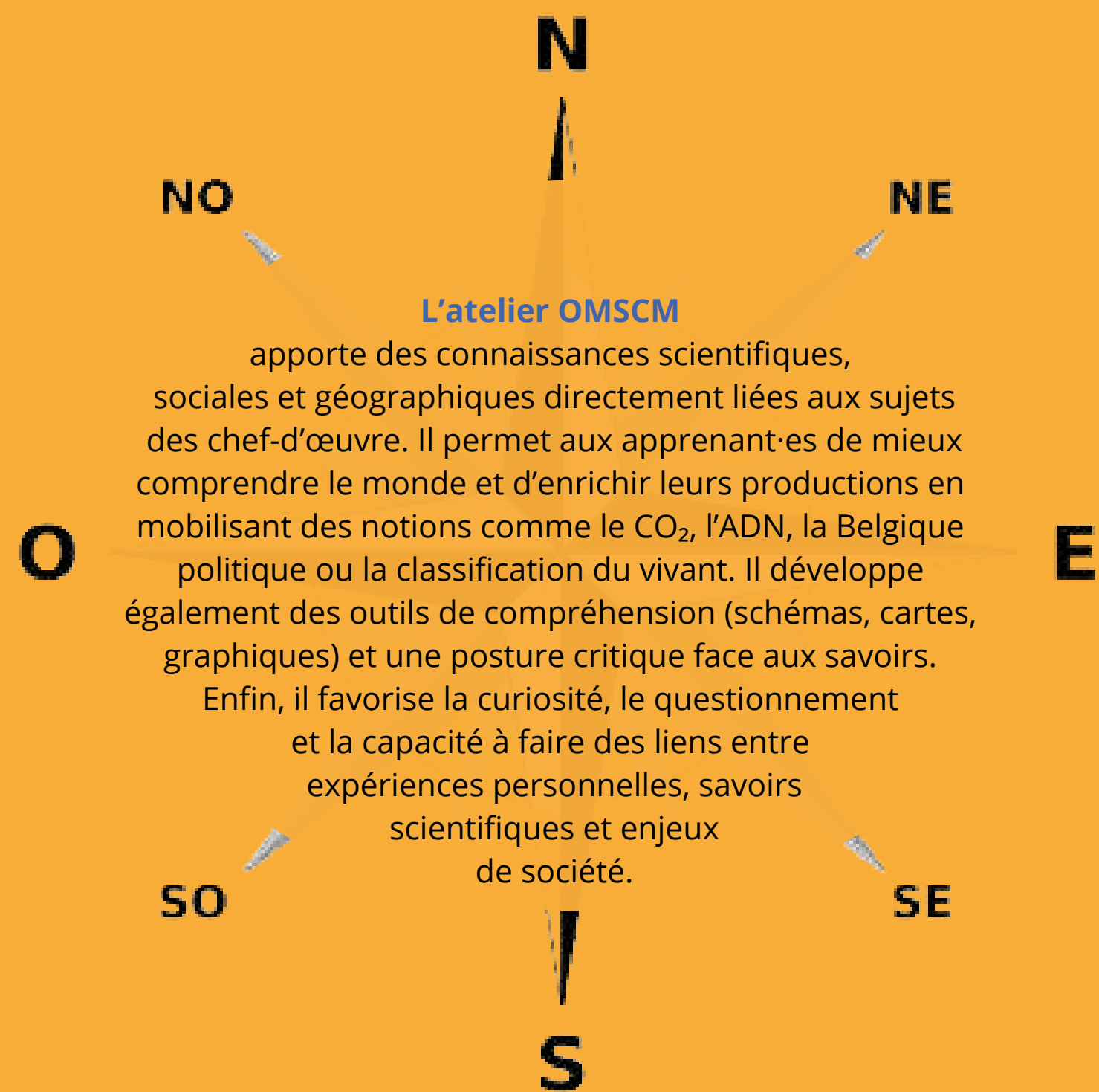
Enfin, cette pédagogie privilégie la **coconstruction des savoirs**. Les formations partent des connaissances et des expériences déjà présentes dans le groupe afin de les valoriser et de les mettre en dialogue. Les activités cherchent à développer une dynamique de recherche collective et une relation d’intelligence à intelligence, favorisant progressivement l’analyse critique et l’émancipation des participant·e·s.



Chef d’œuvre

Un de nos groupes est Le groupe Chef-d’œuvre. La pédagogie mise en œuvre s’inspire de **Célestin Freinet**. Le principe pédagogique sous-jacent pose chaque étape du travail comme étant d’emblée une réussite. C’est essentiel. Parce que **postuler d’emblée la réussite** et non l’échec change le point de vue pédagogique. Cette méthodologie articule l’ensemble des apprentissages autour d’un **projet personnel** choisi par chaque apprenant·e, aboutissant à la **réalisation d’une brochure** et à une présentation orale. Ce travail long favorise l’autonomie, la persévérance et la confiance en soi, comme en témoignent les prises de parole des participant·es et leur capacité à aller au bout d’un projet exigeant. Il permet de développer simultanément les compétences en lecture, écriture, numérique et expression orale, tout en donnant du sens aux apprentissages. L’accomplissement du projet se concrétise notamment par la finalisation des chefs-d’œuvre, une **présentation publique**, et, pour plusieurs apprenant·es, l’obtention du CEB. En 2025, 6 personnes qui ont réussi leur **CEB** !

Atelier OMSCM : Outils mathématiques et scientifiques pour mieux comprendre le monde



Ateliers communication

Les ateliers « Communication » du Collectif Alpha se déclinent en trois axes complémentaires – informatique, communication et « vivre mieux » – qui visent à renforcer l'autonomie globale des apprenant·es dans leur quotidien.

L'atelier informatique permet de s'approprier les outils numériques (ordinateur, smartphone, mails, démarches en ligne) en les reliant à des usages concrets, favorisant ainsi la confiance face au numérique.



L'atelier communication développe les compétences orales et écrites à partir de situations administratives vécues (formulaires, rendez-vous, échanges administratifs), permettant aux apprenant·es de mieux comprendre leur environnement et de prendre leur place dans les interactions sociales.

L'atelier « vivre mieux » aborde quant à lui des situations sociales concrètes (entretiens, discriminations) pour outiller les apprenant·es à s'exprimer, se positionner et défendre leurs droits.

Pour un accueil et un accès plus juste aux services des communes de Bruxelles

Un groupe a observé des services communaux dans leurs inégalité d'accès (bornes numériques), comparer les situations et rédiger **une lettre collective de revendication** envoyé à toutes les communes visitées.

“ Madame, Monsieur,

Nous avons visité plusieurs communes de Bruxelles pour voir comment fonctionnent les services administratifs et les bornes numériques pour imprimer nos documents. Nous avons remarqué que ce n'est pas pareil partout dans les communes que nous avons visitées.

Dans certaines communes, l'accueil était chaleureux, les personnes étaient disponibles et prenaient le temps d'aider et d'expliquer. Merci à eux.

Dans d'autres communes, nous avons eu des difficultés : peu d'aide et d'explications. Cela pose problème pour les personnes qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture, l'informatique mais aussi pour les personnes en perte d'autonomie.

De plus, les prix des documents administratifs, comme la composition de ménage, ne sont pas les mêmes partout. Dans certaines communes, c'est gratuit, dans d'autres, il faut payer ce n'est pas juste. Nous demandons si possible :

- Un accueil dans toutes les communes comme avant avec des personnes disponibles et à l'écoute.
- Des employés formés pour aider les personnes qui ont des difficultés avec la langue ou le numérique.
- Une aide systématique pour utiliser les bornes numériques pour que personnes ne soient laissées sur le côté et n'osent plus demander leurs papiers.
- Que le prix des documents soit le même partout pour que tout le monde.

La commune est un service pour tous les citoyens. Tout le monde doit pouvoir y aller facilement et être bien accueilli.

Nous espérons que vous tiendrez compte de nos remarques pour améliorer les choses.

Dans l'attente de votre retour, nous vous remercions du temps que vous avez pris pour nous lire.

Le groupe des atelier Communication et Tic du Collectif Alpha “



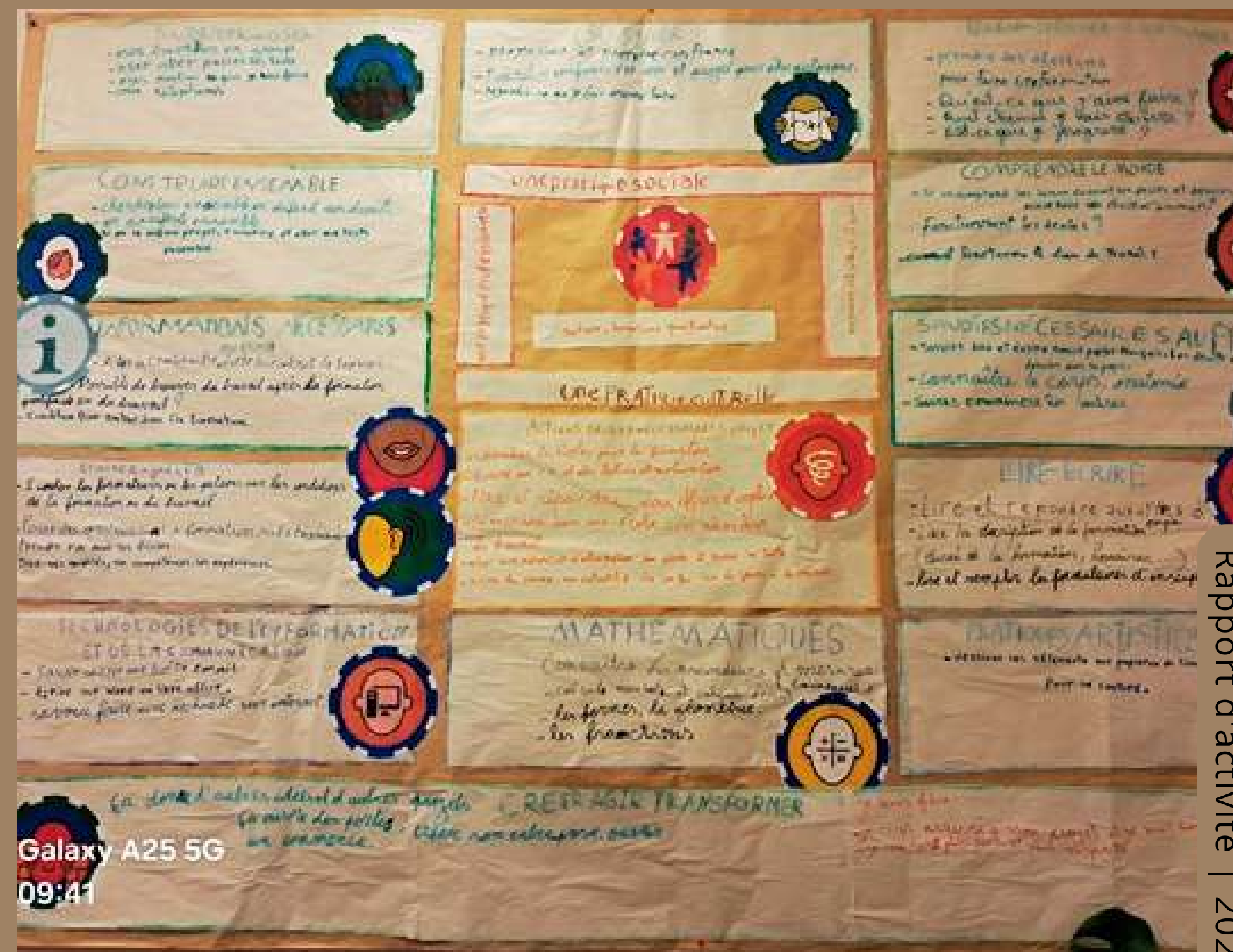
La formation PULSE

Nous avons mis en place également, en janvier 2025, un nouveau groupe de formation visant à soutenir les apprenant·e·s dans la **transition entre les groupes Alpha 4 et l'entrée en formation qualifiante**. Ce groupe, appelé Pulse, a pour objectif de réduire la zone de fragilité qui peut apparaître à ce moment du parcours et d'offrir un espace supplémentaire pour consolider les apprentissages. Au-delà de la **préparation aux exigences de la formation professionnelle**, Pulse vise à renforcer le pouvoir d'agir des apprenant·e·s sur leur parcours. Un travail a été mené pour **clarifier leurs représentations des métiers** et favoriser des choix plus réalistes et éclairés. La formation a également cherché à créer un meilleur lien entre leur profil et l'offre de formation qualifiante existante. Un décalage avait été constaté entre le niveau des participant·es et les exigences des centres de formation et de Bruxelles Formation, notamment en termes de prérequis et de tests d'entrée.

Plusieurs actions concrètes ont été mises en place pour soutenir leur recherche d'emploi : **visite de la Cité des métiers et de la Mission Locale de Molenbeek** afin de découvrir les dispositifs existants. Une **rencontre avec différents acteurs de l'emploi** (Mission Locale, Actiris, Baïta, etc.) a également permis d'informer les participant·es sur les aides à l'embauche et les démarches à entreprendre. , nous avons établi deux **conventions de collaboration** : avec les asbl Bonnevie et Idée 53.

24 participant·e·s ont suivi cette formation en 2025, 7 d'entre elle·eux·s nous ont quitté pour commencer une formation qualifiante (chauffagiste, couture, aide-ménagère sociale, maçon). 2 participant·e·s avaient déjà obtenu leur CEB via le Collectif Alpha de Saint-Gilles et la méthodologie de chef d'œuvre dont 1 n'avant jamais été scolarisé auparavant et l'autre ayant arrêté en 5^{ème} primaire en Guinée Conakry.

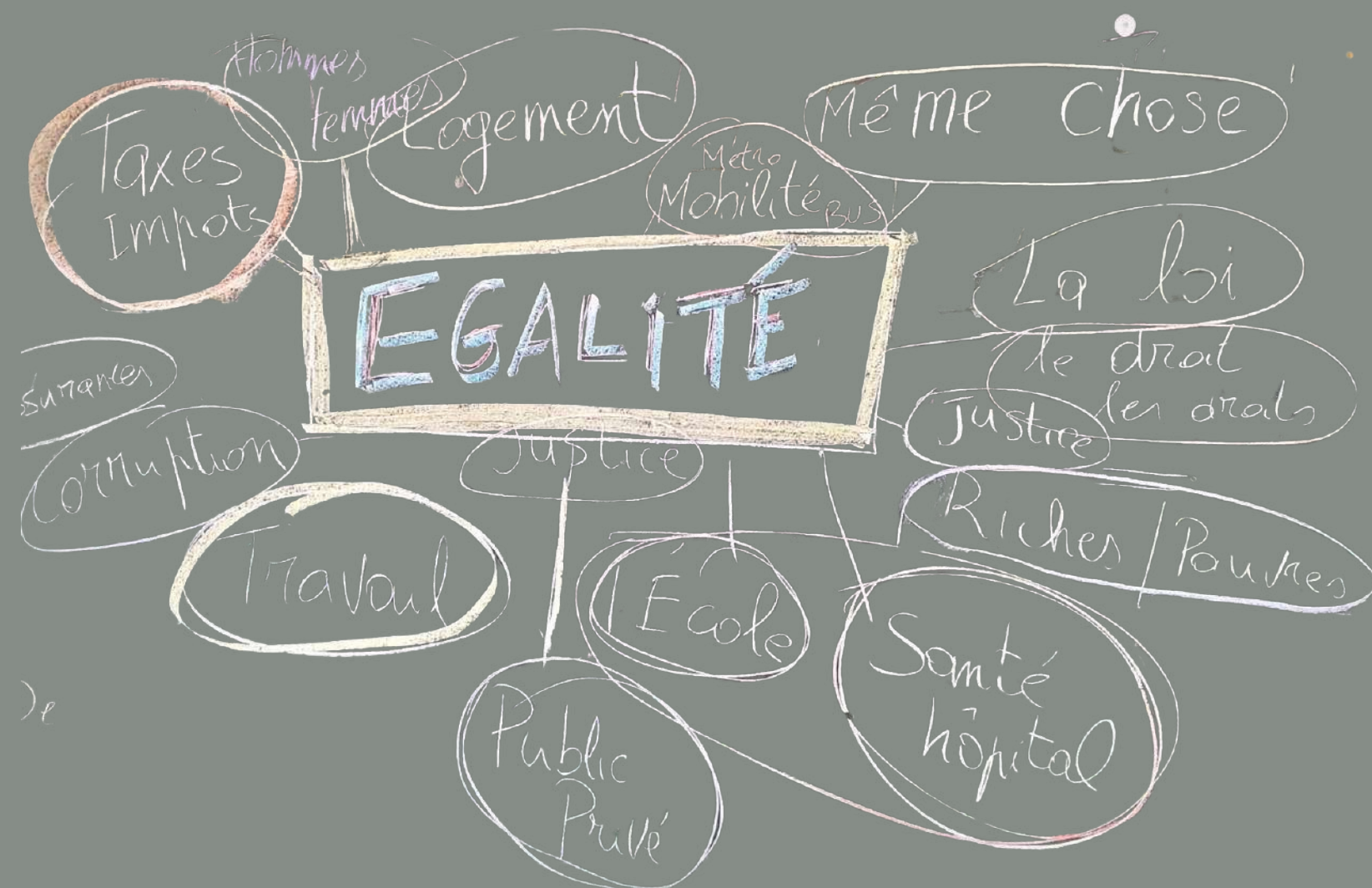
La roue de l'alphabétisation populaire comme outils d'évaluation formative et de construction des projets des participant·e·s:



Un travail autour de l'égalité

La journée portes ouvertes du centre de Forest a rassemblé apprenant·es, formateur·rices et visiteur·euses autour d'une réflexion collective sur l'égalité et les droits. Thème travaillé au cours de l'année dans l'ensemble des groupes, des plus débutants aux plus avancés

Les participant·es ont dénoncé les inégalités sociales, de genre, les exclusions du chômage et les effets des réformes gouvernementales sur les plus précaires. Le projet critique également les politiques migratoires belges et européennes, en questionnant l'« accueil » réservé aux personnes migrantes.



Politiques migratoires

À travers récits, dessins et installations, les participant·es montrent ce que signifie quitter son pays pour survivre et affronter des procédures administratives complexes. Les apprenant·es ont construit des espaces de débat, de contestation et de revendications.

Ils et elles ont utilisé différents modes d'expression : langage oral, dessins, peinture, collage pour, petit à petit à petit, mener un travail de lecture et pour certains d'écriture autour d'un projet qui questionne la notion de voyage, non pas touristique mais comme déplacement contraint.



L'histoire d'Aziza

Je suis née dans la ville de Taroudant en 1981.

A l'âge de 4 ans, j'ai déménagé à Agadir.

Une fois adulte, je me suis mariée là-bas.

Le 28 septembre 2019, un vendredi, à 5 heures du matin, j'ai quitté Agadir, avec ma fille, pour venir en Belgique.

Je passe par l'Espagne et par la France. Je fais 3 jours de voyage : vendredi, samedi, dimanche. De Agadir à Tanger, je prends l'autocar. Jusqu'en Espagne, je prends le bateau. Puis encore l'autocar jusqu'en Belgique.

J'arrive ici le 30 septembre 2019 à 12h30.

Je me souviens.

C'est la première fois de ma vie que je voyage.

Récits de vies

La construction de récits de migration a donné une place centrale aux expériences vécues, parfois marquées par des parcours longs et dangereux, et a permis de rendre visibles les réalités du départ et de l'arrivée en Belgique, avec des parcours marqués par des inégalités structurelles (sociales, linguistiques, de genre) qui limitent leur accès aux droits et leur participation sociale.

Bureau des ressources inhumaines

Plusieurs installations ont donné la parole à des personnes en formation en alphabétisation pour témoigner de leurs réalités face au travail, aux discriminations et aux violences institutionnelles. Un « bureau des ressources inhumaines » reconstitué met en lumière la précarité et les injustices du monde du travail, une pétition

Un travail autour de l'égalité

La journée portes ouvertes du centre de Forest a rassemblé apprenant·es, formateur·rices et visiteur·euses autour d'une réflexion collective sur l'égalité et les droits. Thème travaillé au cours de l'année dans l'ensemble des groupes, des plus débutants aux plus avancés. Les participant·es ont dénoncé les inégalités sociales, de genre, les exclusions du chômage et les effets des réformes gouvernementales sur les plus précaires. Le projet critique également les politiques migratoires belges et européennes, en questionnant l'« accueil » réservé aux personnes migrantes.





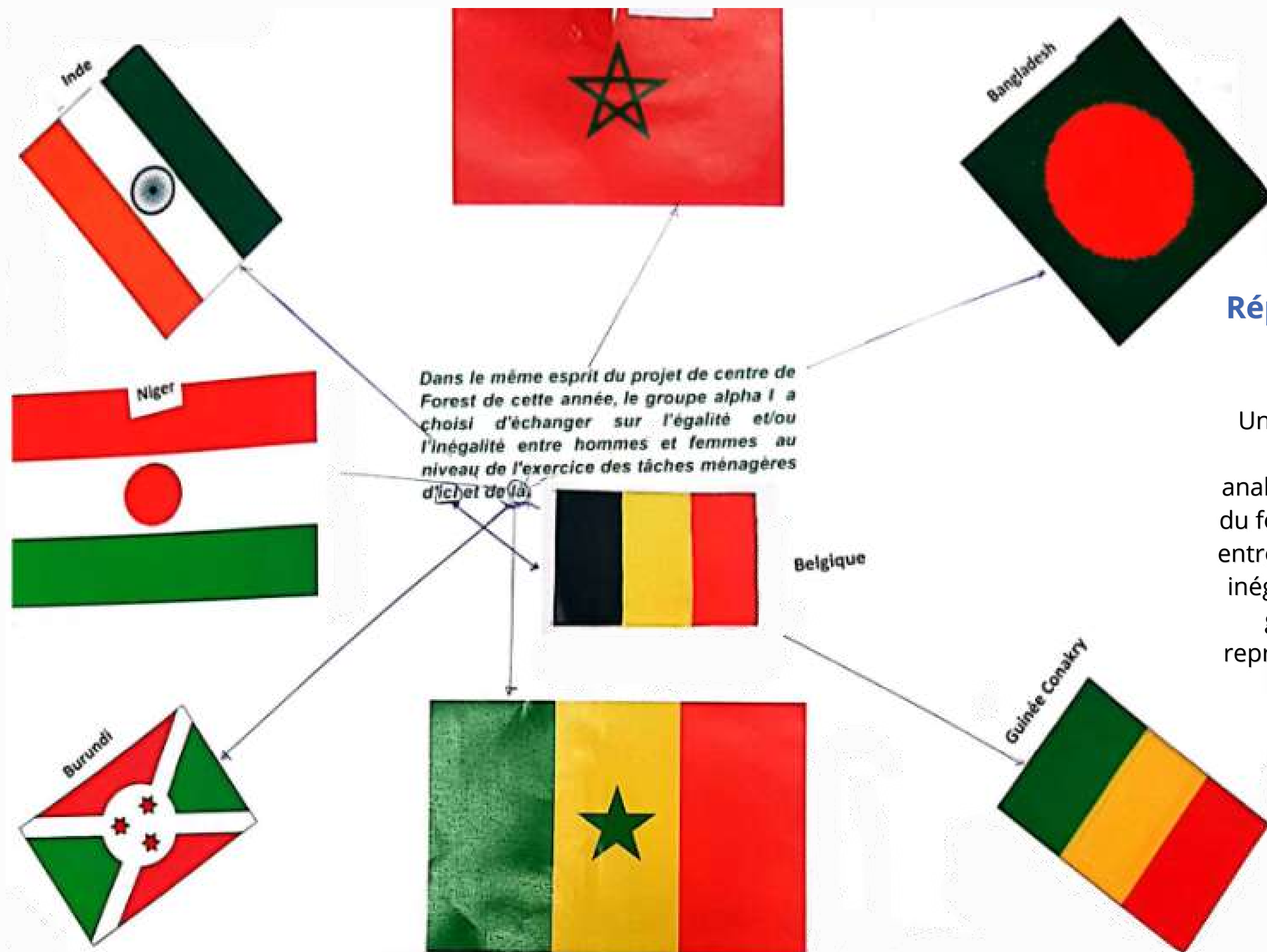
Un groupe a travaillé sur des thématiques et slogans. Ils ont identifié collectivement dix grandes thématiques liées à l'égalité, chacune associée à un slogan exprimant des valeurs, revendications et prises de position. Un slogan transversal a fédéré l'ensemble du projet : « Chacun différent, mais égalité pour tous ! ». Chaque participant·e s'est ensuite approprié une thématique en réalisant une affiche personnalisée (choix des mots, visuels, couleurs). Ce travail a favorisé l'expression individuelle, renforcé la confiance en soi et encouragé la prise de parole sur des enjeux sociaux et citoyens.



Des drapeaux internationaux

Un autre groupe a mené un travail pour déconstruire les préjugés racistes et les visions identitaires enfermantes, en déconstruisant l'idée de drapeaux nationaux. Nous avons ainsi questionné les représentations figées de ce qui peut être nommé « culture » et leurs conséquences. Ce projet s'est articulé autour d'ateliers artistiques, menés en partenariat avec une animatrice, artiste plasticienne, de la Chambre belgo-méditerranéenne, . Il a été exposé lors de notre journée large public mais aussi à la Chambre belgo-méditerranéenne.





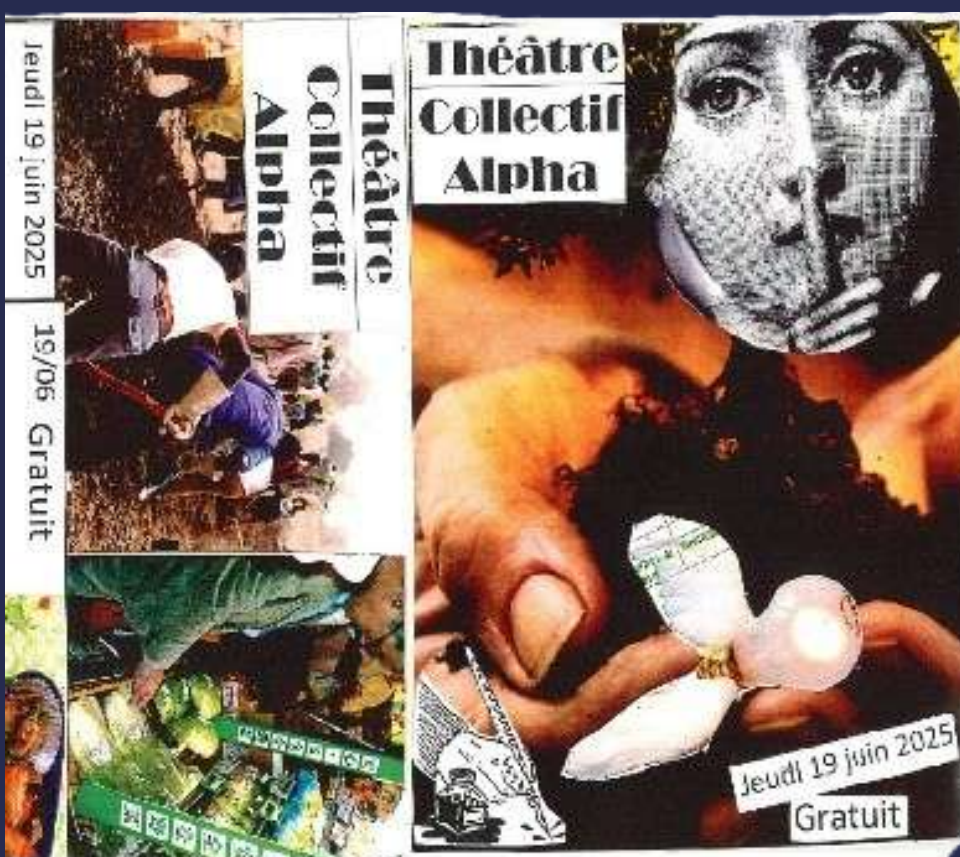
Répartition des tâches ménagères

Un groupe a travaillé sur les inégalités de genre en analysant la répartition au sein du foyer des tâches ménagères entre l'homme et la femme. Les inégalités ressortent avec une grande clarté grâce à la représentation concrète des % sous forme de cubes manipulables



Théâtre

Un groupe a proposé la pièce de théâtre « **Les tomates du bout du monde** », mêlant expression orale, créativité et réflexion collective autour de l'économie locale et des enjeux écologiques.



Des récits de vie à la fresque

A Molenbeek, à travers différentes activités, les participant·e·s ont proposé aux visiteurs de la journée porte ouverte d'explorer plusieurs questions qui ont traversé leur travail durant l'année : Est-il facile de quitter son pays d'origine ? Pourquoi vivons-nous des situations d'injustice ? **Comment notre petite histoire rencontre-t-elle la grande histoire.**

Le projet artistique autour du récit de vie a constitué un moment fort de l'année. À travers la création d'une fresque collective, la réalisation de figurines et l'enregistrement de récits audio, les apprenants ont pu exprimer leur parcours migratoire par des moyens variés et accessibles. Cette approche a permis de lever les freins liés à la peur de l'erreur, de renforcer la confiance en soi et de favoriser l'expression personnelle au sein du groupe. Les productions réalisées (fresque, audios, supports visuels) constituent des traces concrètes du travail accompli et des progrès observés.

Un atelier vélo

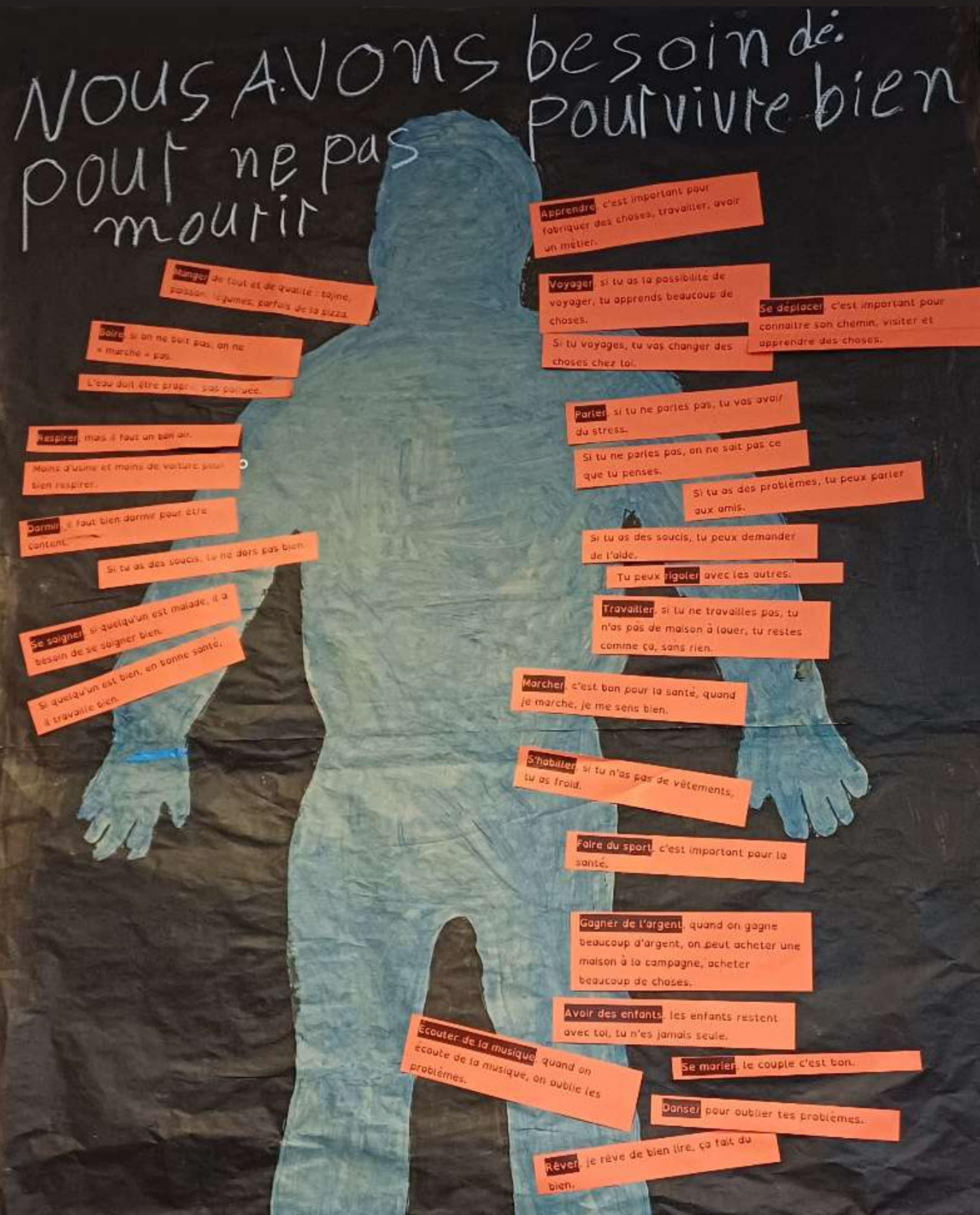
Dans l'atelier vélo, majoritairement féminin, les participantes dépassent leurs peurs. L'une « monte pour la première fois de sa vie sur un vélo » et finit par pédaler seule , tandis qu'une autre connaît un « déclic » et termine une sortie « particulièrement fière d'elle » . Les apprentissages sont progressifs : équilibre, démarrage, freinage, slalom ou signaler une direction, avec des participant·es « de plus en plus à l'aise » .

Les participantes construisent ensemble des savoirs à partir d'échanges autour des thématiques de la santé, du sport et des conditions de mobilité. Les discussions amènent une réflexion critique sur leur environnement direct, sur le fait de rouler « dans le stress » dans un espace public qu'elles découvrent peu adapté.



Égalité et expressions citoyennes

Le projet « Égalité et expressions citoyennes » a permis aux apprenant·es d'explorer les notions d'égalité, de justice et de vivre-ensemble à travers des ateliers artistiques.



Nos ressources

Ressources humaines

Des travailleur·euse·s

2025 a connu une légère augmentation du nombre de travailleur·euse·s grâce à l'obtention – à partir du mois de juin, d'un mi-temps « Maribel » supplémentaire.

Conseil d'Administration, stagiaires et volontaires apportent également leur contribution aux actions.

	2025	2024	2022
Coordination générale, administrative et financière	3	3	2.9
Administration	3.29	3.50	4
Entretien	0.8	0.8	0.8
Centre de documentation	2.8	2.73	3.35
Accueil/guidance	4.9	4.82	6
Formation et coordination d'équipe	20.65	20.29	22.75
	35.44	35.14	40.3

Des Journées de travail collectif

Création d'un référentiel pédagogique par « niveau »

Les orientations pédagogiques du Collectif Alpha sont définies par sa plateforme de travail et concrétisées par le référentiel « Comprendre, réfléchir et agir le monde - Balises pour l'alphabétisation populaire ».

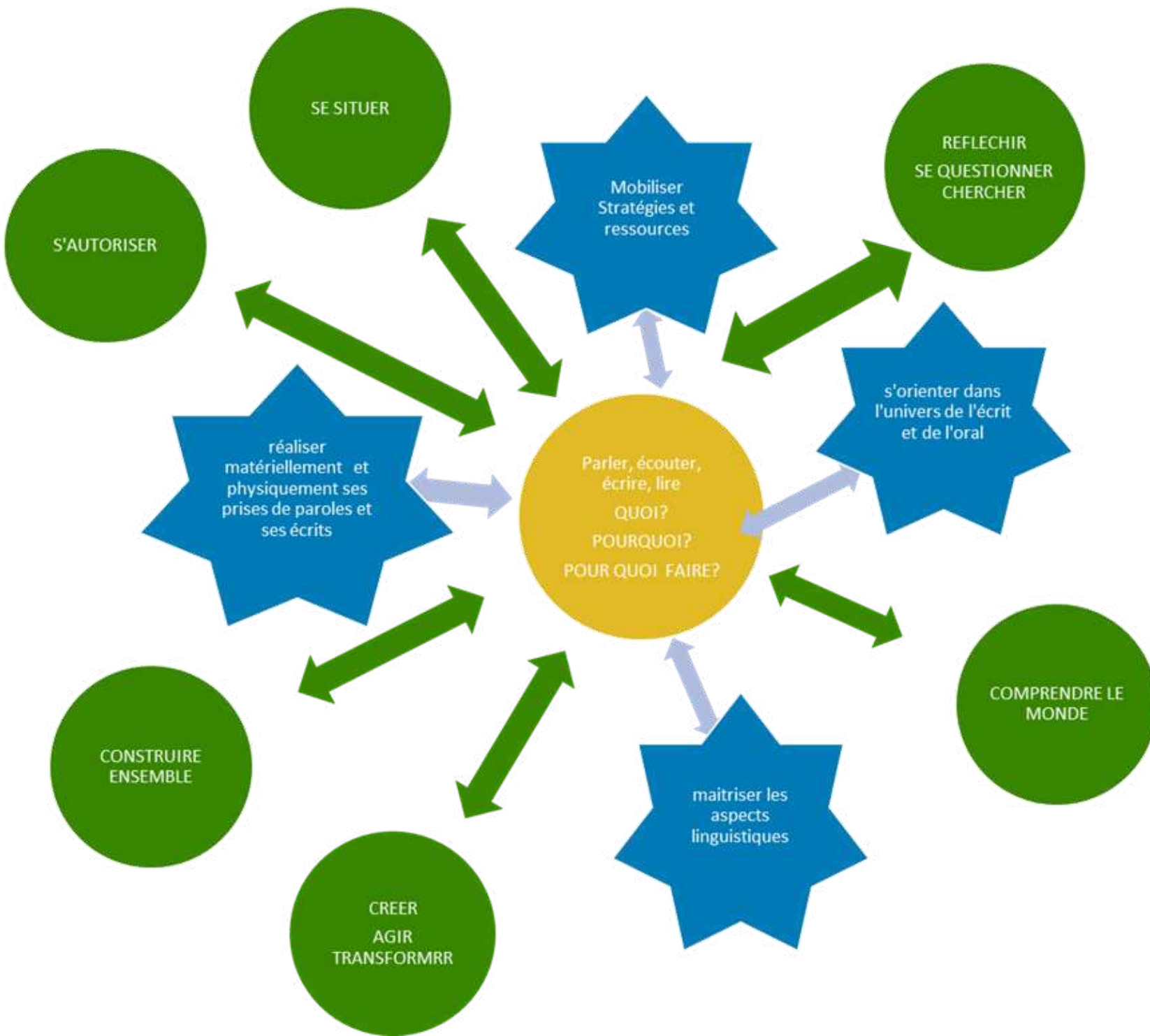
Comme le précise ce document un « cadre de référence, basé sur les valeurs de l'alphabétisation populaire, vise à donner des repères communs, soutenir la réflexion des équipes, favoriser la participation des apprenant·e·s et rendre visible la réalité du travail mené. Malgré le risque de figer des pratiques qui demandent créativité et adaptation, l'écriture et la publication de ce cadre constituent un outil de réflexion, de partage et de résistance aux modèles dominants ».

Cet ouvrage propose un référentiel de compétences pour l'acquisition des langages fondamentaux , référentiel qui n'est pas divisé en « niveaux » d'alphabétisation. En effet, la plupart des compétences langagières ne se laissent pas diviser. Elles sont transversales à tout apprentissage ou elles se construisent en spirales dès le début des apprentissages. Et ce d'autant plus que l'on s'adresse à des adultes. Les savoirs langagiers des personnes en situation d'analphabétisme, riches d'expériences et de connaissances, se présentent comme des puzzles dans lesquels les pièces manquantes sont aléatoires. De plus la division en « groupes de niveau » tend à laisser croire à un utopique recherche d'homogénéité, la diversité et l'hétérogénéité des groupes étant la réalité.

Créer un référentiel « par niveau » était cependant nécessaire, exigé pour être reconnu dans le cadre de l'insertion professionnelle qui organise l'alphabétisation selon 4 niveaux.

Nous avons donc travaillé à la distinction par « niveaux » des compétences nécessaires à l'alphabétisation, tout en privilégiant les visées transversales.

Le document produit servira de base à la réflexion sur nos méthodes et outils pédagogiques, ce qui amènera certainement à des réajustements, dans une dynamique permanente.



Mathématiques

Un dispositif de soutien en mathématiques à destination des formateur·rices a été mis en place en 2025. À partir de situations concrètes issues des groupes, les formateur·rices ont questionné les notions fondamentales (nombre, calcul, sens des procédures) et les difficultés rencontrées dans la transmission.

« dire le juste et l'injuste »

Cette formation a permis d'explorer des outils et des méthodologies favorisant l'expression collective face aux situations d'injustice vécues par les formateur·trice·s. À travers des mises en situation, des échanges en sous-groupes et des apports théoriques, nous avons travaillé le passage du vécu individuel à la construction d'une parole collective et citoyenne. Une attention particulière a été portée aux actes de parole, à la déconstruction des représentations.

« Prévenir les violences dans le contexte professionnel »

La formation collective « Prévenir les violences dans le contexte professionnel », organisée par l'asbl Garance à l'initiative de la coordination générale, a permis de renforcer les capacités du personnel à faire face aux différentes formes de violences, de discriminations et de harcèlement pouvant survenir dans le cadre professionnel. À travers trois journées de travail, les participant·e·s ont pu mieux comprendre les mécanismes des agressions verbales et physiques ainsi que leurs impacts émotionnels, tout en développant des outils pour gérer leurs réactions dans des situations de tension. Les mises en situation et exercices pratiques ont également permis d'expérimenter différentes techniques de désescalade, de confrontation verbale et d'intervention adaptées aux contextes rencontrés sur le terrain. La formation a enfin abordé des techniques de protection physique, les principes de légitime défense ainsi que des stratégies favorisant un cadre de travail plus sécurisant et respectueux pour l'ensemble des travailleur·euse·s.

Formations individuelles

En 2025, l'équipe a suivi un total de 699.4 heures de formations individuelles.

Les formations suivies témoignent d'un investissement dans le développement des compétences pédagogiques, numériques, organisationnelles et relationnelles de l'équipe. Une part importante des formations a porté sur les pratiques d'alphabétisation, les outils pédagogiques innovants, la gestion mentale ainsi que les dynamiques d'animation et de participation.

Les formations liées au numérique et aux outils collaboratifs pour l'accompagnement des apprenant·es, des formations portant sur les enjeux syndicaux, la vie associative et la coordination ont également soutenu la compréhension des réalités institutionnelles du secteur.

Enfin, plusieurs formations consacrées au bien-être, à la prévention et à la gestion du stress ont été suivies pour soutenir les conditions de travail et la qualité de l'accompagnement proposé.

Heures de formation regroupées par thème :

- **Pédagogie & apprentissages** : 300,86 h
- **Syndical & droit du travail** : 151,33 h
- **Communication & outils** : 147,55 h
- **Gestion & administration** : 68,09 h
- **Santé & bien-être** : 24,00 h

Bien-être au travail

Nous avons reçu **une bourse de l'ABBET** pour engager **une conseillère en prévention**. Ses missions ont porté sur plusieurs axes : la sécurité et la prévention incendie (mise à jour des plans d'évacuation et analyse des risques), l'organisation et le suivi de formations en premiers secours, la préparation des actions de prévention incendie, ainsi que l'analyse de rapports techniques (effectués par BRUXEO) liés aux bâtiments et à l'efficacité énergétique. Le travail a également concerné l'ergonomie et la prévention des troubles musculosquelettiques, avec une analyse de poste et la mise en place d'adaptations.

Conseil d'administration et Assemblée générale

Cette année, outre le suivi courant des actions et de la gestion financière du Collectif, **le Conseil d'administration** a porté une attention particulière aux enjeux liés à nos reconnaissances en Éducation permanente et en ISP. Il s'est également penché sur **la place du volontariat**, question inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de juin, ainsi que sur **la gestion du patrimoine immobilier**, notamment à travers la vente d'une partie des locaux de la rue Piers à l'ASBL DEEP.

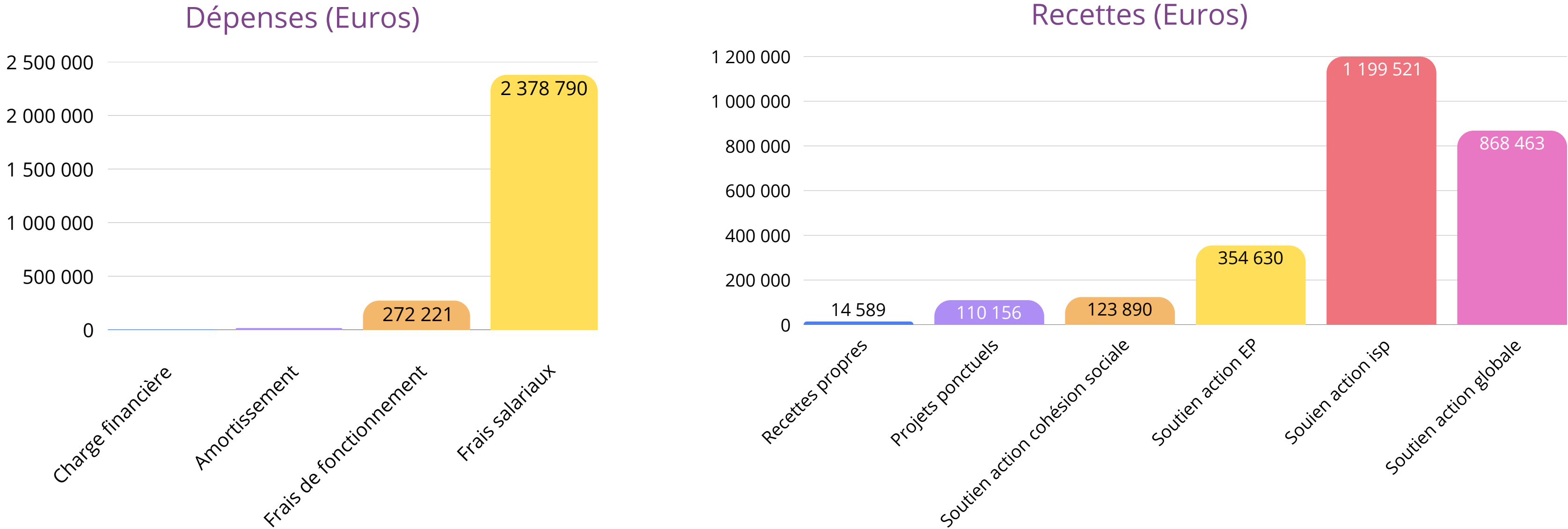
Le Conseil d'administration a par ailleurs répondu favorablement à la demande de **relecture des productions du centre de documentation**, soutenu le lancement de la **révision du règlement de travail** et mené une **évaluation de son propre fonctionnement**.

En lien avec l'actualité et suite aux questionnements des travailleur·euse·s tels que « Peut-on mettre un drapeau palestinien aux fenêtres du Collectif Alpha ? » le Collectif Alpha a tenu une **Assemblée générale extraordinaire thématique**, ouverte à l'ensemble des travailleurs·euses, **consacrée à la question israélo-palestinienne**. Valérie Alaluf et Henri Goldman de l'UPJB étaient présent·e·s. L'UPJB nous a paru un bon choix parce que nous connaissons leur position en tant que juifs diasporistes, Ce courant est caractérisé par une vision non-sioniste, voire anti-sioniste, de l'identité juive, qui privilégie l'intégration dans les pays de résidence, une perspective de gauche et une critique de la politique israélienne. Henri Goldman a fait une mise en contexte et Valérie Alaluf nous a parlé de l'UPJB et de son évolution. Nous avons également invité l'ABP, Association belgo-palestinienne, qui n'a malheureusement pas pu nous rejoindre.

Cette rencontre a permis de dégager **un socle clair de constats partagés** par toutes les personnes présentes: la reconnaissance d'une occupation israélienne du territoire palestinien, d'un processus de colonisation et de pratiques d'apartheid dans les territoires occupés, ainsi que la qualification de génocide concernant la riposte israélienne après le 7 octobre. Les participant·e·s ont également souligné les logiques impérialistes et les dynamiques de domination dont certaines liées à des formes de suprémacisme et aux soutiens occidentaux, eux-mêmes inscrits dans des héritages coloniaux et des formes persistantes de racisme et d'islamophobie. Un point d'attention fort a été réaffirmé : l'importance de ne pas confondre le soutien à la cause palestinienne avec l'antisémitisme. Sur cette base, l'assemblée a conclu, par consensus, à l'importance pour les formateurs et formatrices de s'emparer de ces enjeux dans leurs pratiques, en les abordant avec les apprenant·e·s dans une démarche critique et émancipatrice.

Des financements

L'exercice 2025 se clôture à l'équilibre budgétaire. Il convient de souligner l'amélioration significative de la situation bilantaire du Collectif, rendue possible grâce au travail de l'équipe administrative, aux efforts collectifs de maîtrise des frais de personnel et des coûts liés aux activités, ainsi qu'à une gestion rigoureuse de nos dettes. Les actions du Collectif sont reconnues et financées principalement dans le cadre de trois décrets (Éducation permanente (EP), Cohésion sociale et Insertion socioprofessionnelle (ISP) ainsi que par l'obtention de postes de travail « ACS » (repris dans la catégorie « soutien action globale » du graphique ci-dessous) des Programmes de Résorption du chômage de la Région Bruxelloises.



Perspectives 2026

Le processus d’alphabétisation reste traversé par des tensions structurelles : entre insertion socioprofessionnelle et émancipation, entre usages fonctionnels de l’écrit et construction de soi, entre autodétermination et adaptation aux normes sociales, ou encore entre une lecture individualisante des difficultés et leur ancrage dans des choix politiques. Pour le Collectif Alpha, ces tensions ne sont pas neutres : elles sont pleinement envisagées comme des enjeux politiques et sont constamment interrogées à l’aune de ce qui constitue notre socle d’action, à savoir l’éducation populaire.

Le travail de réflexion (et d’adaptation) sur nos pratiques d’alphabétisation populaires, mené suite à l’évaluation négative de nos actions financées dans le cadre du décret Education permanente a permis de nouvelles dynamiques, en lien avec la redéfinition de nos thématiques d’actions : lutter pour une école de qualité pour tou·te·s, soutenir la production culturelle et l’expression des publics, et lutter contre les discriminations tout en favorisant l’accès aux droits.

Notre reconnaissance au niveau le plus élevé en Éducation permanente à l’horizon 2030 constitue un enjeu crucial pour l’avenir du Collectif. Les pertes financières liées aux mesures prises par le gouvernement bruxellois entraînent une diminution continue des moyens consacrés à l’emploi. Depuis 2022, l’association a déjà perdu l’équivalent de 4,5 ETP. Une gestion quotidienne et financière adaptée a permis un retour à l’équilibre budgétaire en 2025, mais de nouvelles restrictions apparaissent désormais inévitables, alors même que nous restons tenus de maintenir une offre de formation et d’accompagnement au minimum équivalente.

Dans ce contexte, le travail engagé avec Lire et Écrire ainsi qu’avec les autres OISP Alpha afin de renforcer la visibilité de l’analphabétisme et sa reconnaissance transversale auprès de l’ensemble des pouvoirs subsidiant reste plus que jamais nécessaire. Une rencontre avec le cabinet de Boris Dillies, notamment compétent en matière de formation professionnelle en Région de Bruxelles-Capitale, est prévue en mai 2026 afin de poursuivre ce travail de sensibilisation et de plaidoyer.

Par ailleurs, les conséquences des politiques fédérales d’exclusion du chômage pour une grande partie de nos apprenant·e·s demandeur·euse·s d’emploi demeurent particulièrement préoccupantes. L’impact de ces mesures sur les parcours de formation reste à ce stade difficilement prévisible. Les personnes qui pourront bénéficier d’un soutien des CPAS ne disposent d’aucune garantie quant à la reconnaissance de leur situation d’analphabétisme par les administrations concernées. Nous constatons en effet que, dans le cadre de l’ISP, certains CPAS continuent d’assimiler les formations en alphabétisation à des formations de français langue étrangère (FLE), sans prendre en compte la spécificité des apprentissages longs nécessaires aux personnes analphabètes.

Les contrats PIIS auxquels certain·e·s apprenant·e·s pourraient être soumis.es apparaissent dès lors inadaptés à leurs réalités et à leurs besoins. Face à cette situation, la coordination générale a entrepris de prendre contact avec les différents CPAS concernés afin d’engager un travail conjoint visant à faire reconnaître l’alphabétisation comme une formation longue, nécessitant un cadre spécifique distinct des obligations prévues dans les contrats PIIS, et pouvant s’inscrire dans d’autres formes d’accompagnement social.

En 2026, nous souhaitons également mener une évaluation de l'impact de nos actions sur le parcours des personnes ayant fréquenté le Collectif Alpha. Cette démarche reposera notamment sur la récolte de témoignages d'ancien·ne·s apprenant·e·s. Une analyse d'impact permettra ensuite de mieux objectiver et rendre visible l'importance des formations en alphabétisation dans les trajectoires sociales, professionnelles et citoyennes des participant·e·s.

Enfin, nous entendons renforcer nos liens avec les administrations bruxelloises, le Comité de pilotage de l'Alpha ainsi qu'avec l'ensemble du secteur non marchand. Dans un contexte de précarisation croissante du secteur, une communication et une mobilisation renforcées apparaissent indispensables pour défendre les missions de l'alphabétisation populaire et les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.



Ce rapport a pu être réalisé à partir de l’implication et du travail :
de tou.te.s les participant.e.s, des travailleur.euse.s du Collectif Alpha ainsi que
des memebres du Conseil d’administration et du Comité d’appui:

Entretien et nettoyage:

Fatna ABDELLAOUI

Formateur·trices:

Fadila BENARBIA

Lucien BERGHMANS

Ibtissame BOUDIBA

Natacha CAMPOURCY

Gaëlle COSYNS

Eduardo COSTANZA

Dominique DETRAIT

Nathalie DEWOLF

Najat EL BOUJDAINI

Zohra EL KAJJAL

François ERS

Salima FAGHMOUS

France FONTAINE

Daniel GREZES

Souad GROUCHI

Mounia HATTABI

Samira KEBSI

Frédéric MAES

Adrien MEDART

Yasmina MESKINE

Germaine MULONZA MUKANYA

Adélard N'DUWAYO

Charlotte PERRIN

Aurélie PLATEAU

Razi SHAH

Nadia TOUNGOUZ NÉVESSIGNSKY

Centre de documentation:

Juliette VANDERMOSTEN

Bénédicte VERSCHAEREN

Nadia MANANGA

Patrick MICHEL

Aurélie AUDEMAR

Accueil:

Sandrine FRANCOTTE

Thomas WILLAIN

Yvette ZANINKA

Sandra SDAO

Administration:

Paul BRIALMONT

Léa FOTSO

Nancy GAUSIN

Delphine MUGIRE

Administration:

Paul BRIALMONT

Léa FOTSO

Nancy GAUSIN

Delphine MUGIRE

Coordination financière:

Abdelhak BOUCHOUARI

Coordination générale

Eduardo CARNEVALE

Aline JACQUES

Conseil d’administration:

Myriam AZAR

Catherine STERCQ

Roger PANNEELS

Maggy MARTINEZ

Sylvie VANDEPUTTE

Kito ISMIBA

Comité de soutien:

Chantal ANNE DE MOLINA

Anne LOONTJENS

Le travail de cette année a bénéficié également de la collaboration étroite avec plusieurs associations et institutions:

LIRE ET ECRIRE BRUXELLES pour son rôle d’appui politique et de coordination de l’offre en alpha, et l’organisation des formations de formateur.rices.

Les Concertations Locales pour l’Emploi et la Formation de Molenbeek-Saint-Jean et Saint-Gilles/Forest.

Formaform, CBAI, La Cité des métiers, Cobef, Infor-femmes, CFS, Bxl-formation, Boulot Asbl, Apag asbl, Céfor asbl, La Maison du Livre, Art 27, Cinéma Aventure, Epée asbl, Maks asbl, 2 bouts Maison Écohuis, Zorobabel, FIJ, Radio Alma, Age et transmission, Le Centre d'Appui-Médiation de Dettes, CAF, Convivialité, Ateliers du Soleil, ISPAT, CEFIG, SIREAS + FAE, La Chôm’hier, Maison Écohuis, CRIC, GFEN, secteur langueForet asbl, Molenbeek Formation asbl, Pro Vélo, Cyclo, Ateliers de la Rue Voot, Bibliothèques de Saint-Gilles et de Koekelberg, Infor Femmes asbl, Convivial asbl , Cemea asbl, Ligue des Familles, Baïta asbl, Bonnevie asbl, Idée 53 asbl, Le Partenariat Marconi , Proforal, Lire et Écrire Changement pour l’égalité...

Et sans oublier le soutien et les financements par :

L'Union Européenne

le projet FSE

La Fédération Wallonie-Bruxelles

La Région Bruxelloise

Bruxelles formation

La COCOF

Actiris

La FEBISP

LA FESEFA

Les communes de Bruxelles, Molenbeek, Saint-Gilles et Forest



Cofinancé par
l'Union européenne



RÉGION DE
BRUXELLES-
CAPITALE



FeBISP

***Envoyez-nous un message
pour toute question ou tout commentaire:
info@collectif-alpha.be***

waah!!!

Pauvreté

on avait faim.

mariage
forcé



mariage
précoce

Contrainte
on voulait travailler

c'était cher

ouf!

2 jours



eh fin

Police

Liberté

Famille

droits

Gare du
Nord

1 mois et 40 jours



perdure